

WORKING-PAPER PROJET COEX

Gouvernance, structuration du secteur semencier du Burkina Faso. Un focus sur Sorgho, Niebe, Gombo

Auteurs : Compaore. G C.⁴, Sawadogo-Compaore EMFW.⁴, Temple. L.^{1,3}, Nlend Nkott A. L.^{1, 3}, Sourrisseau J. ^{2,6}, Sawadaogo N ⁵,

(¹) CIRAD, UMR INNOVATION, F-34398, Montpellier, France

(²) CIRAD, UMR ART-DEV, F-34398 Montpellier, France

(³) INNOVATION, Univ Montpellier, CIRAD, INRAE, Institut Agro, Montpellier France

(⁴) INERA, 8645 Ouagadougou 04, Rue Guisga, Burkina Faso

(⁵) Université Joseph Ki-Zerbo Ouagadougou, Birkina Faso.

(⁶) ART-DEV, Univ Montpellier, CIRAD, CNRS, Univ Montpellier 3, Univ Perpignan Via Domitia, Montpellier, France.

Working Paper N°2 – Projet Coex - 2020

Ce travail a bénéficié d'une aide de l'état générée par l'agence nationale de la recherche au titre du programme "Investissements d'avenir" portant la référence ANR-10-LABX-001-01 Labex Agro et coordonnée par Agropolis Fondation"

Document sous licence libre Creative Commons



RESUME

La structuration du système semencier des pays de l'OCDE pour produire des semences Distinctes, Homogènes et Stables (DHS), interpelle les mécanismes de gouvernance de ce secteur dans les économies moins avancées. Cette question est analysée au Burkina Faso. Les résultats mettent en évidence une évolution croissante des cadres réglementaires nationaux et régionaux de régulation de ce système, vers la création, la production et l'utilisation de semences dites améliorées. Soutenus et financés majoritairement par des acteurs internationaux, Le rôle central de l'institut national de recherche agronomique est central dans l'application des prérogatives nationales. Le secteur privé structuré principalement autour de l'union nationale des producteurs semenciers, et de l'association nationale des entreprises semencière, joue aussi un rôle stratégique dans l'approvisionnement en semences. Des impacts partiels de cette structuration sont analysés sur les filières niébé, sorgho.

Mots clés : Gouvernance; secteur semencier; système d'innovation; filière céréalière; Burkina Faso

ABSTRACT

The structuring of the OECD seed system to produce Distinct, Homogeneous and Stable Seeds (DHS) challenges the governance mechanisms of this sector in less advanced economies. This issue is being analysed in Burkina Faso. The results highlight a growing shift in the national and regional regulatory frameworks for regulating this system towards the creation, production and use of so-called improved seeds. Supported and funded mainly by international actors, the central role of the National Agricultural Research Institute is central to the application of national prerogatives. The private sector, structured mainly around the national union of seed producers, and the National Association of Seed Enterprises, also plays a strategic role in seed supply. Partial impacts of this structuring are analysed on the cowpea, sorghum.

Keywords: Governance; seed sector; innovation system; seed chain ; Burkina Faso

INTRODUCTION

Ce document de travail présente les bases d'information mobilisables sur l'analyse de la gouvernance du système semencier au Burkina Faso. Il mobilise des résultats concernant le travail de Master de Compaore. G Constantin, enrichi d'éléments de la thèse de Nlend Nkott Lucrèce et des enquêtes à dire d'experts réalisées au Burkina Faso (Ludovic Temple, Eveline Compaore et Jean Michel Sourrisseau). Les données et informations collectées ont été pour partie rassemblées au cours d'entretiens communs puis individuels entre 2018 et 2019. Le premier chapitre présente l'environnement institutionnel du système semencier au Burkina Faso. Le second les structures, l'organisation et les dispositifs juridiques qui gouvernent le système semencier. Le 3iem met en exergue des impacts sur les filières Sorgho, Niébé, Gombo.

Chapitre 1. Environnement institutionnel du secteur semencier

1.1. Evolution du secteur semencier au Burkina Faso

Selon Bitienga I. M., (2002) ; la production de semences améliorées au Burkina Faso résulte d'un processus évolutif entamé depuis les années 1970. Ainsi, suite à une grande sécheresse, le Burkina Faso a mis en œuvre différents projets de reboisement qui ont rendu nécessaire la production des plants forestiers et l'approvisionnement en semences forestières. Dans ce contexte, a été créé en 1983 le Centre National de Semences Forestières (CNSF) dont la mission principale est l'approvisionnement des acteurs de développement et structures de recherche en semences forestières de qualité génétique, physiologique et sanitaire améliorée.

Dans la réalisation de cette mission, le CNSF est devenu l'un des premiers centres en Afrique de l'Ouest spécialisés en matière de semences des espèces forestières ligneuses des zones sahéliennes et nord soudanienne. Il dispose d'une infrastructure d'une capacité de dix (10) tonnes de semences. Connu à l'échelle internationale, il convient que le matériel forestier de base puisse être répertorié selon les normes internationales notamment celles du système de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) auquel le CNSF a adhéré, afin de garantir la certification de ces matériels forestiers de base. Ce système garantit la qualité des semences à travers un dispositif de suivi de la production, de la conservation, ainsi que de la commercialisation mise en place par les pays membre (DGPV ; 2015). D'autres grands projets et programmes clefs ont contribué à l'aboutissement et au fonctionnement dynamique du système semencier actuel, on peut citer entre autres :

- Le Projet « Production et multiplication de semences de base » financé par l'USAID de 1974 à 1990 et qui a été à la base de la création du Service National des Semences (SNS);
- Le Programme de Développement du Secteur Semencier (PDSS), élaboré en 1993 avec l'appui de la FAO (FAO 2018). Il proposait un schéma de relance de la production de semence de qualité et un plan de développement du secteur sur la base d'une législation appropriée ;
- Le Projet de Développement des Semences Améliorées (PDSA) mis en œuvre de 2003 à 2012 et financé par la JICA. Il a apporté un appui technique pour la production de semences, le contrôle/certification des semences et la vulgarisation des variétés améliorées ;
- L'accompagnement de la FAO à partir de 1993 à l'élaboration à partir de 2004 de la loi semencière. Elle fût finalement adoptée en 2006 sous la loi n° 010-2006/AN portant réglementation des semences végétales au Burkina Faso.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution et les grandes étapes évolutives du système semencier au regard des différents projets et programmes qui ont structuré son existence.

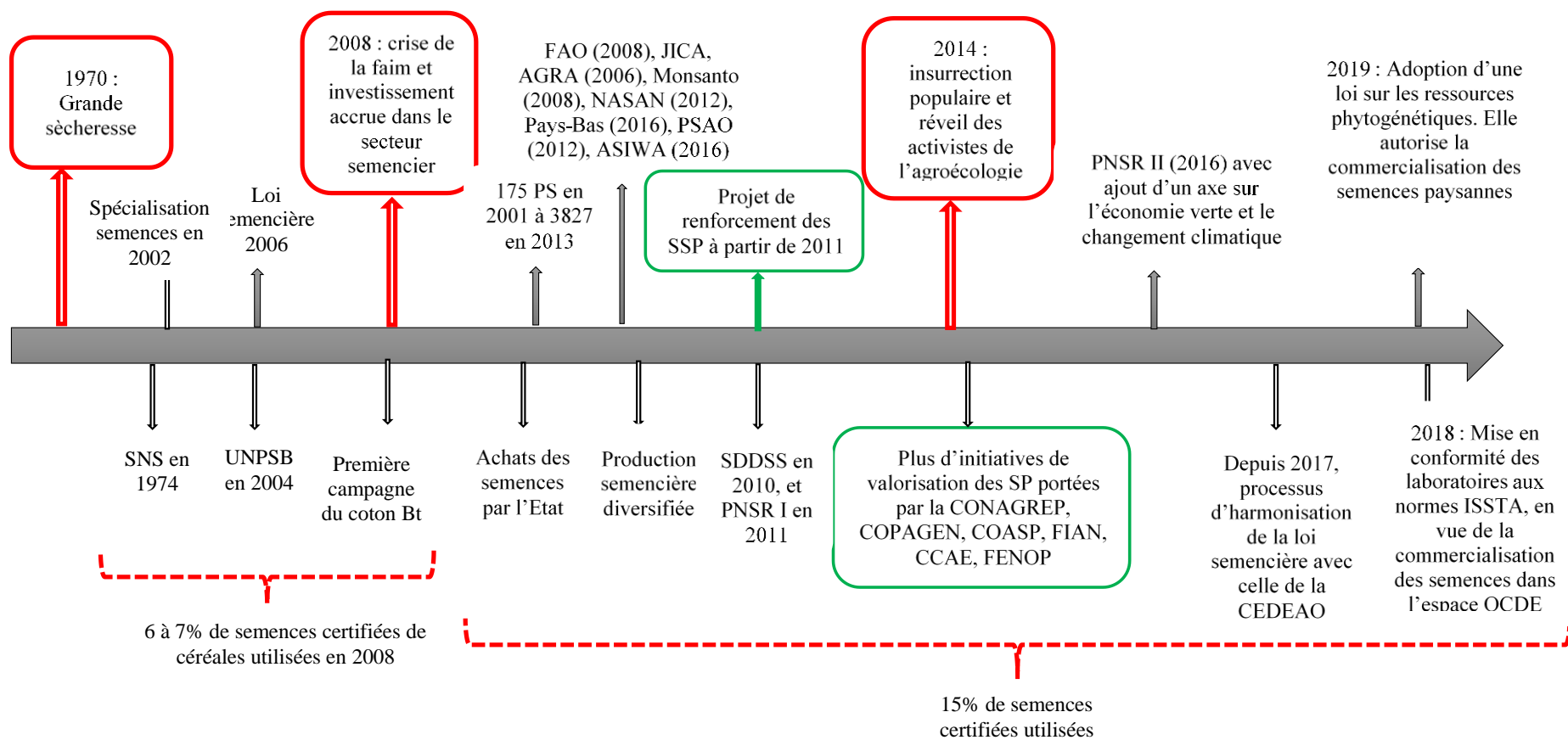


Figure 1 : Evolution du secteur semencier au Burkina Faso

Source : Auteurs à partir des données d'entretiens

1.2. Présentation du secteur semencier au Burkina Faso

Au Burkina Faso, comme dans les autres pays de la sous-région, deux dynamiques de production semencière cohabitent. Le système semencier paysan qui produit les semences dites « semences paysannes » ou « traditionnelles » et le secteur semencier « conventionnel » ou « formel », encore peu industrialisé qui produit les « semences améliorées ». En fonction des produits agricoles, la proportion de semences entre ces deux dynamiques varie.

1.2.1. Le système officiel ou formel : système des semences certifiées

Le système semencier « formel » se caractérise par une chaîne d'activités spécifique. Il s'agit d'un système réglementé afin de conserver l'identité et la pureté des variétés, ainsi que pour garantir leur qualité physique, physiologique et sanitaire. La commercialisation de ses semences se fait dans des points de vente de semences reconnus officiellement et à travers les systèmes nationaux de recherche agronomique. Ce système dit officiel est réglementé par des textes (juridiques et réglementaires) mettant en vigueur des normes et des règles à respecter dans toutes les activités liées aux semences au Burkina Faso et dans la sous-région. Aussi un ensemble de normes juridiques encadre les acteurs et leurs activités telles que la sélection, la multiplication, la distribution et le contrôle qualité. Les règlements et les normes techniques définissent la pureté variétale, l'homogénéité, les qualités germinatives et sanitaires de ces semences dites améliorées. Dans ce système dit formel et certifié, ces semences sont priori mises au point par la recherche dans des laboratoires par différentes technologies. Les variétés génétiquement modifiées : ce sont des variétés issues des travaux de manipulation au laboratoire. Le Burkina Faso conduit sur le sujet des recherches conjointement avec les grandes firmes agro-chimiques (niébé, maïs, sorgho). Les variétés issues du croisement entre deux plantes appelées parents.

1.2.2. Les dynamiques « non officielles ou informelle » : les semences paysannes

Le système semencier local ou traditionnel est assuré depuis des milliers d'années par des générations d'agriculteurs Burkinabés. Les producteurs sélectionnent et produisent eux-mêmes leurs semences dans leurs champs de façon massale en fonction des types de cultures et des terroirs. Les activités relatives aux semences dites traditionnelles tendent à être intégrées et organisées au niveau local. Elles comprennent la plupart des autres moyens par lesquels les agriculteurs sélectionnent, produisent, et échangent les semences entre amis, voisins, parents, ainsi que sur les marchés ou auprès des négociants en céréales au niveau local. Ce système semencier paysan est structuré de façon horizontale par des producteurs qui sélectionnent de façon massale, multiplient et échangent les variétés selon les règles d'usages qu'ils définissent eux-mêmes. Il existe deux (02) types de semences traditionnelles qui sont :

- semences paysannes issues de variété locale et renouvelé comme un patrimoine collectif ;
- semences paysannes issues de la sélection dans une station de recherche et reproduite dans les champs des paysans durant plusieurs générations.

Le tableau ci-dessous résume les différents types de semences au Burkina Faso.

Tableau n°1: Types de semences dans le système semencier au Burkina Faso –

	Semences paysannes ou traditionnelles	Semences de variétés améliorées issues de sélection classique	Semences OGM
PRODUCTIONS ET AVANTAGES	<p>Graines des meilleures plantes utilisées comme semences.</p> <p>L'accès aux semences à travers l'échange entre communautés et parfois commerciale.</p> <p>Disponibilités au moment opportun et adaptées au contexte local;</p> <p>Préservant les goûts, les qualités et patrimoine génétique;</p> <p>Il n'existe aucune entrave de sélectionner, de conserver, de multiplier et d'échanger des semences entre les paysannes.</p>	<p>Semences sont homogènes à qualité très élevée</p> <p>Semences sont certifiées et reconnues par tout</p> <p>Semences protégées par les droits de propriétés intellectuels des droits d'obtention végétale.</p> <p>Semences adaptés au contexte local appuyer l'Etat et les ONG</p> <p>Adoption des nouvelles technologies agricoles et des itinéraires techniques de production</p> <p>Elles préservent les quantités de la production.</p>	<p>Produites principalement aux laboratoires par l'utilisation des nouvelles technologies.</p> <p>Semences performantes en termes de productivité (rendement et quantitatif).</p> <p>Semences protégées par les droits de propriétés intellectuelles des droits d'obtention végétale.</p> <p>Semences possédant de brevets et droits exclusifs de vente.</p> <p>Semences qui facilitent l'utilisation des nouvelles technologies agricoles et des itinéraires techniques de production.</p>
INCONVENIAN	<p>Rendement et production parfois plus faible.</p> <p>Absence de critères d'homogénéité et de stabilité de ces semences</p>	<p>Entraînent peu à peu la perte de la biodiversité locale et de certaines qualités nutritives.</p> <p>Perte d'homogénéité au fil des générations et système semencier commercial.</p> <p>Adoption des technologies et des itinéraires techniques de production coûteuse.</p> <p>Inaccessibilité de ces semences en milieu rural</p>	<p>Perte de certaines qualités nutritives et de la biodiversité locale.</p> <p>Système commercial international, breveté et très coûteuses.</p> <p>Propriété d'une entreprise privée, non reproductibles par le paysan et très difficile à adapter</p>

Source : Auteurs

1.3. Production des semences des variétés améliorées au Burkina Faso

1.3.1. Types de semences officiels au Burkina Faso

Sur le plan sous régional et national la multiplication des semences se fait par les classes ou catégories de semences selon une nomenclature agréée suivante : Semences souche, semences de pré-base, semences de base et semences certifiées selon le catalogue national (2014).

- **La semence de souche.** C'est une semence de haute pureté génétique issue du travail du chercheur (sélectionneur) ou de l'obtenteur. Elle est généralement représentée par le symbole Go pour signifier qu'elle est le point de départ de toute multiplication de semence. Elle est produite et strictement gérée par les institutions de recherche obtentrices des variétés.
- **La semence de pré-base.** Elle est issue de la multiplication ou reproduction de la semence souche. Elle sert à la production de la semence de base, et est représentée par le symbole : G1, G2, G3 et désigne la 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} génération de la multiplication de la semence de souche. Elles sont produites et gérées par les institutions de recherche obtentrices des variétés.
- **La semence de base.** Elle est produite sous le contrôle de qualité d'un organisme officiel de certification et d'inspection. Elle est aussi produite par les instituts de recherche ou sous forme de contrat par des entreprises ou producteurs semenciers et représenté par le symbole G4, donc issue de la quatrième génération de la semence souche.
- **La semence certifiée.** Elle est représentée par les symboles R1 et R2 ou souvent par les symboles (F1 et F2). R2 ou F1 obtenues par la première génération, et R2 ou F2 obtenues par la deuxième génération de multiplication de la semence de base. La semence certifiée est produite par tout producteur inscrit sur la liste officielle des semenciers, et contrôlée par le Service National des Semences (SNS) par des inspecteurs semenciers.

1.3.2. Etapes de production de semences des variétés améliorées au Burkina Faso

La production des semences améliorées part de la production des semences d'origine ou semences souches, aux semences certifiées de première (R1) et deuxième génération (R2). La production allant de la semence de pré-base et de base (souche ou origine) est gouvernée par la recherche nationale. La production des semences améliorées de première et deuxième génération est assurée par les semenciers individuels et par des entreprises semencières. Les utilisateurs finaux de ces semences certifiées sont les producteurs de produits de consommation et des agro-business ou des unités de production des céréales. Dans les schémas des obtenteurs de variétés et des organismes officiels de multiplication, la production de semences vise à fournir un produit conforme au matériel de départ mis au point par le sélectionneur et respectant les normes de qualité technique comme présentées dans le tableau 2 ci-contre.

Tableau n°2: Etapes de production et acteurs de production de semences améliorées

Définitions	Générations	Acteurs de production	Acteurs de contrôle
Souches	GO	Chercheurs (Programmes et projets de recherche)	Chercheurs
Pré-base	G1 G2 G3	Chercheurs (Programmes et projets de recherche)	Chercheurs
Bases	G4	Stations de recherches et entreprises et producteurs contractuels	Chercheurs Inspecteurs
Certifiées	R1 R2	Producteurs semenciers (UNPS-BF), entreprises semencières (ANES-BF), ONG, OP secteur privé	Inspecteurs
Graine consommation	Grain de consommation	Producteurs ou agriculteurs	

Source : Auteur à partir des données du PRPS-BF 2018

Chapitre 2. Cadre institutionnel et organisationnel du système semencier

Les orientations politiques vont se traduire sur le plan institutionnel par l'adoption de textes régissant les organisations coopératives et par la mise en place de structures de tutelle. Contrairement aux politiques économiques, l'utilisation de l'appareillage institutionnel ne nécessite aucun effort financier particulier. Les gouvernements ont alors utilisé cet instrument composé de stratégies, de politiques nationales et sous régionales.

2.1. Politiques et stratégies nationales du secteur semencier

Au Burkina Faso, de nombreuses stratégies, politiques et actions ont été élaborées et mis en œuvre pour accompagner le secteur semencier. Ces stratégies et politiques sont en cohérences avec des plans et politiques nationales de développement socio-économiques. Parmi les documents spécifiques au secteur agricole, on compte le DOS, le PSO, la SDR, le PDSS, le SNVACA et plus récemment le PNSR1 et PNSR 2 (FAO 2018).

2.1.1. Le programme d'Ajustement Structurel (1980-1990)

Durant la période des PAS (1980-1990) a été adopté en 1992. Des structures et services d'accompagnement ont été mis en place ; telle que le Service National de Vulgarisation et d'Appui Conseil Agricole (SNVACA). Qui sera transformé en 1985 en Service de Vulgarisation et d'Animation Rurale (SVAR) puis la Direction de la Vulgarisation Agricole (DVA) en 1988. La réalisation de l'Opération Test de Renforcement de la Vulgarisation Agricole (OTRVA) répartie en cinq ORD durant la période allant de 1986 à 1989. Quifurent à leur tour remplacées par les Centres Régionaux de Promotion Agropastorale (CRPA) en 1988.

2.1.2. Les politiques et stratégies nationales du PAS (1990-2000)

a. Programme d'Ajustement du Secteur Agricole (PASA)

Le Programme d'Ajustement du Secteur Agricole (PASA) a été adopté et mis en œuvre en mai 1992 par le gouvernement. Ce programme a conduit à la libéralisation du commerce des produits agricoles, à la réorganisation et à l'accompagnement des Services de Développement des Affaires (SDA), la privatisation d'entreprises publiques opérant dans le secteur de la production, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles ainsi que la suppression des subventions sur les intrants agricoles. Suite au processus de libéralisation de l'économie dans le cadre du PASA et à l'adoption des conventions issues du sommet de Rio, les départements ministériels en charge du développement rural ont élaboré des documents de politiques et stratégies sectorielles. Ce programme avait pour objectifs : (i) la modernisation et la diversification de la production, (ii) le renforcement de la sécurité alimentaire, (iii) l'amélioration de la gestion des ressources naturelles.

b. Programme de Développement du Secteur Semencier (PDSS)

Le Programme de Développement du Secteur Semencier (PDSS) a été élaboré en 1993 avec l'appui de la FAO. Le programme a proposé un schéma de relance de la production de semences de qualité et un plan de développement du secteur sur la base d'une législation appropriée.

c. Plan Stratégique de la Recherche Agricole (PSRA)

Il a été élaboré en 1994, relu et actualisé en 2003. Il fut le principal instrument de dialogue avec les partenaires techniques et financiers et aussi un cadre d'orientation des interventions des opérateurs du secteur privé et des organisations de la société civile.

d. Document d'Orientations Stratégiques (DOS)

Ce document a été élaboré en juillet 1997. Il constitue le document de diagnostic approfondi du secteur de l'agriculture et de l'élevage. Il a contribué à l'élaboration des stratégies et les différents axes d'interventions et d'orientations du secteur agricole.

e. Plan Stratégique Opérationnel (PSO)

Il a été mis en œuvre et adopté en octobre 1999. Il s'attache et vise à traduire, pour l'agriculture, ces orientations en programmes prioritaires et plans d'actions par filières. Le PSO est issu du Plan Stratégique de la Recherche Scientifique (PSRS) d'octobre 1995, qui fut le document d'orientation du secteur de l'agriculture et de l'élevage.

2.1.3. Les politiques et stratégies nationales de 2000 à 2010

a. La Lettre de Politique de Développement Rural Décentralisé (LPDRD)

- b.** La LPDRD a été adoptée en décembre 2002 et se réfère au Plan Stratégique de la Recherche Scientifique d'octobre 1995. Elle a pour but de proposer un cadre fédérateur et d'harmonisation des méthodes et d'approches des différents projets et programmes visant le développement des communautés rurales de base. Aussi, ladite lettre décrit les grandes orientations et stratégies de développement rural décentralisé. Les actions envisagées par la LPDRD s'appuient sur les axes stratégiques (i) le développement de l'économie de marché en milieu rural, (ii) la modernisation des exploitations, (iii) la professionnalisation et le renforcement du rôle des différents acteurs, (iv) la gestion durable des ressources naturelles, (v) la sécurité alimentaire et nutritionnelle, (vi) l'amélioration du statut économique de la femme en milieu rural, et (vii) le recentrage du rôle de l'État et la promotion de l'initiative privée. **La Stratégie de Développement Rural (SDR)**

Elaborée en 2003, la SDR constitue le cadre de référence de l'ensemble des interventions publiques en faveur du développement rural. Elle occupe une place particulièrement importante dans le développement agricole en raison de plusieurs facteurs qui incluent :

- La nécessité d'une mise en cohérence des différentes politiques et stratégies rurales et agricoles avec le CSLP ;
- La nécessité de traduire en politique nationale, les politiques sectorielles adoptées au niveau régional (CEDEAO, UEMOA).

L'adoption du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) comme volet agricole du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

2.1.4. Les politiques et stratégies nationales de 2010 à 2015

a. Stratégie de Développement Durable du Secteur Semencier (SDDSS)

Au Burkina Faso, la Stratégie de Développement Durable du Secteur Semencier (SDDSS) constitue le document cadre qui oriente l'essentiel des interventions entreprises dans le secteur semencier de 2011 en 2020. Elle a été développée en tenant compte des grandes orientations stratégiques, des politiques et réglementations nationales et communautaires (CEDEAO, UEMOA, CILSS) en matière de développement agricole, et de l'industrie semencière en particulier. Elle vise à assurer de façon soutenue la production, l'approvisionnement et l'utilisation des semences de qualité de variétés améliorées. Les principales instances chargées de la mise en œuvre de cette stratégie sont :

- Le Comité National des Semences (CNS) qui assure la coordination et la gestion de l'opérationnalisation ;
- La Direction Générale des Productions Végétales (DGPV) du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (MAAH) dont le mandat traditionnel inclut la gestion des questions de semences.

b. Programme National du Secteur Rural (PNSR)

Le PNSR a été élaboré en Décembre 2012, est une fusion du Programme Sectoriel de Développement Rural productif (PROSDRp) et du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) de l'ECOWAP/PDDAA.. Le PNSR constitue un cadre de référence pour l'orientation, la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de l'ensemble des interventions publiques et privées en matière de développement rural, agriculture, hydraulique, ressources halieutiques, ressources animales, environnement et cadre de vie. Il vise à fédérer les actions d'investissement et à contribuer à la modernisation agricole, à la professionnalisation des acteurs pour une agriculture plus compétitive en assurant la sécurité alimentaire, grâce à la mise en place d'un secteur semencier dynamique.. Le PNSR est structuré en 13 sous-programmes regroupés autour de 5 axes. L'axe 1 concerne tout particulièrement le volet amélioration de la sécurité et de la souveraineté alimentaire dont les composantes sont le développement durable des productions agricoles et leur diversification.

2.1.5. Les politiques et stratégies nationales de 2015 à 2020

a. La Stratégie Nationale d'Intrants et Equipements Agricole (SNIEA)

La Stratégie Nationale d'Intrants et Equipements Agricole (SNIEA) est un ensemble de procédures et stratégies élaborées et mises en œuvre en 2014, composé de trois parties:

- Partie 1 : le diagnostic du secteur des intrants et des équipements agricoles au Burkina Faso qui porte sur (i) les caractéristiques de l'agriculture burkinabè, (ii) la place et le rôle des intrants et du matériel agricole, (iii) l'état des lieux en matière d'intrants et d'équipements agricoles, (iv) les potentialités et contraintes dans le domaine des intrants et des équipements agricoles et (v) les orientations stratégiques ;
- Partie 2 : le document de la SNIEA qui a abordé (i) les orientations stratégiques, (ii) les principes directeurs, (iii) les axes stratégiques de la stratégie, (iv) l'analyse des risques et (v) l'opérationnalisation de la stratégie ;
- Partie 3 : le plan d'actions en matière d'intrants et d'équipements agricoles qui a une durée de cinq (5) ans (2015-2019) et comprend (i) le schéma de programmation des activités, (ii) le plan de mesure de la performance du plan d'actions.

b. Programme National du Secteur Rural (PNSR II)

Le PNSR II a été élaboré et adopté en 2017, et couvre la période 2016-2020. En effet, ce deuxième Programme National du Secteur Rural (PNSR II) a pour objectif qui vise à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle par la couverture des besoins céréaliers à hauteur de 140%. Selon le PNSR, le Burkina Faso possède des potentialités permettant d'envisager une croissance accélérée et durable du secteur rural qui garantirait la sécurité alimentaire des populations et plus largement le développement économique et social.

2.2. Cadre juridique, législatif et institutionnel de régulation

L'environnement institutionnel du secteur semencier se caractérise par une cogestion du secteur en deux niveaux : Le niveau supranational communautaire ou sous régional et le niveau national. Chaque niveau d'intervention contribue ou impacte à la dynamique organisation et de

gouvernance du secteur semencier. Vu l'importance de ce secteur dans le développement de l'agriculture au Burkina Faso, nous nous appesantirons sur le cadre institutionnel, juridique et législatif du secteur qui peut impacter et influencer les actions et activités des acteurs ainsi que leurs rôles dans le fonctionnement du secteur semencier.

2.2.1. Les structures nationales de contrôle et de réglementation du secteur semencier

Au niveau national, deux instances assurent la gestion et le contrôle de qualité du système semencier : le Comité National des Semences (CNS) et le Fonds de Développement du Secteur Semencier (FDSS).

a. Comité National des Semences (CNS)

La création du Comité National des Semences (CNS) est prévue dans l'Article 32 de la Loi 010-2006/AN portant réglementation des semences végétales au Burkina Faso. Le CNS est un organe consultatif dont la mission est d'orienter le gouvernement sur les activités semencières au niveau national. Il est le bras technique à la fois du ministère en charge de l'agriculture et du Comité Régional des Semences (CRS), pour les questions semencières.

Les principales attributions du CNS telles que stipulées dans l'article 2 du décret N° 2008-680/PRES/PM/MAHRH/MECV/MESSRS qui le crée comprennent :

- Contribuer à l'orientation et à l'élaboration des politiques de promotion des semences
- Promouvoir l'application de la réglementation sur les semences ;
- Proposer aux Ministres concernés l'homologation des variétés agricoles et forestiers de base
- Contribuer à la mise à jour du Catalogue National des variétés agricoles et forestiers de base
- Émettre des avis sur les questions scientifiques et techniques relatives aux semences
- Suggérer des axes de recherche.

Le CNS comprend 02 sous-comités : un Sous-Comité d'Homologation des Variétés Agricoles (SCSHV) et un Sous-Comité d'Homologation des Matériels Forestiers de Base (SCHMFB). Le Sous-Comité Scientifique d'Homologation des Variétés (SCSHV), a été institué au sein du CNS pour des besoins d'homologation. Le Sous-Comité Scientifique d'Homologation des Variétés (SCSHV) n'est pas opérationnel à l'instar du Comité Scientifique d'Homologation des Variétés (CSHV) et du Comité National des Semences (CNS). L'homologation des variétés agricoles se fait actuellement par une équipe scientifique pluridisciplinaire auprès de laquelle les variétés à homologuer sont déposées. Le graphique ci-dessous illustre le schéma du processus d'homologation des variétés améliorées au Burkina Faso et dans la zone UEMOA.

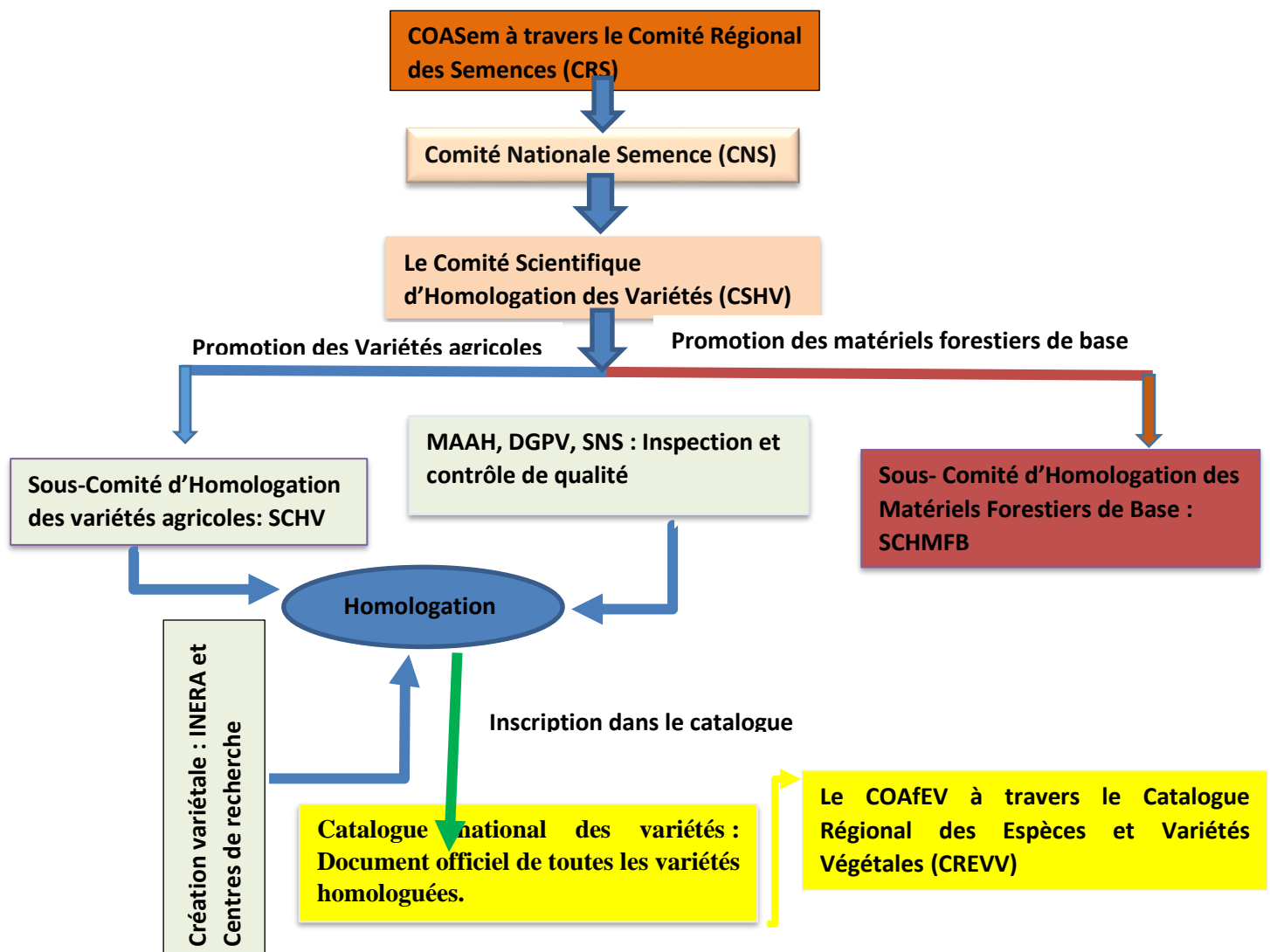


Fig2 : Processus homologation des variétés améliorées
 Source : Auteur à travers les données d'entretiens

b. Catalogue Nationale des Espèces et Variétés Agricoles de Burkina Faso

Elaboré en 2014, le catalogue contient la liste d'espèces et de variétés pour lesquelles la production et la commercialisation de semences certifiées sont autorisées sur le territoire national. La production des semences se fait à travers les variétés déjà inscrites et présentes dans le catalogue national élaboré en 2014. La répartition du nombre de variétés par catégories de produits végétaux est présentée dans le graphique ci-dessous.

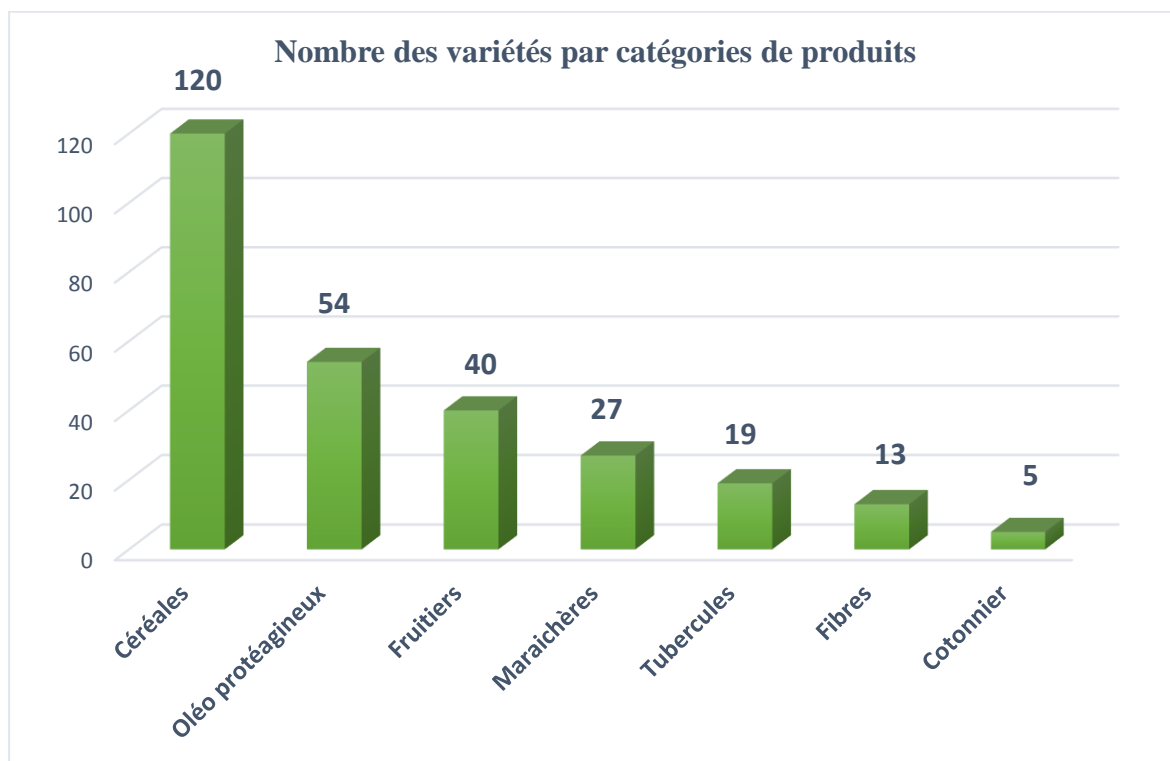


Figure 2 : Nombre des espèces par variétés homologuées du catalogue

Source : Auteur à partir des données du catalogue national des variétés agricole 2018

Le présent catalogue contient la liste d'espèces et de variétés pour lesquelles la production et la commercialisation de semences certifiées sont possibles et autorisées au niveau national. Quarantedeux (42) espèces contenant au total 305 variétés déjà recensées dans le répertoire national y sont inscrites. La répartition en type de cultures donnent pour les Céréales 120 variétés (39,34%), les Oléo protéagineux avec 54 variétés (soit 17.70%), 40 variétés de fruitiers soit 13,11%; les cultures maraîchères avec 27 variétés (8,85%), les tubercules avec 19 variétés (6,23%), les plantes à fibres avec 13 variétés et le cotonnier 5 variétés. Le nombre de variétés homologuées et inscrites dans le catalogue national est présenté dans le graphique ci-dessous.

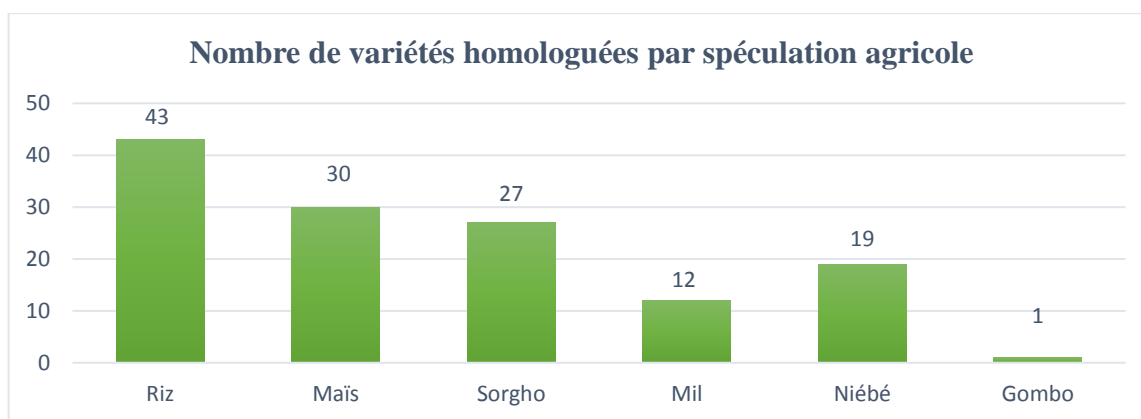


Figure 3 : Nombre des variétés homologuées par spéculation agricole

Source : données du catalogue national des variétés agricole 2014

Ce graphique permet de voir le nombre de variétés homologuées par spéculation (filière). De ce fait, nous remarquons que la filière riz enregistre plus de variétés homologuées sur les autres variétés. Au total 43 variétés de riz contre 30 variétés pour le maïs et 27 variétés sur le Sorgho. Le Niébé enregistre 19 variétés homologuées malgré l'intervention des multiples projets et programmes sur cette filière, contre une (01) variété pour le Gombo.

c. Fonds de Développement du Secteur Semencier (FDSS)

Le Fonds de Développement du Secteur Semencier (FDSS) a été mis en place dans le cadre de l'opérationnalisation de l'article 33 de la loi N° 010-2006/AN portant réglementation des semences végétales au Burkina Faso. Ce fonds créé par le décret N°2008-705/PRES/PM/MAHRH/MEF/MECV du 17 novembre 2008 est destiné à financer le développement de l'activité semencière afin d'assurer une production suffisante de semences de bonne qualité. Plus précisément, ce fonds d'appui a pour vocation de faciliter l'accès des acteurs au crédit et le financement de diverses activités du secteur semencier y compris : l'homologation; le contrôle de qualité; la formation, la vulgarisation, la distribution et la mise en œuvre de la politique nationale en matière de semences.. Il est administré par un comité de gestion composé de : deux (02) représentants du Ministère chargé de l'agriculture dont le Président ; deux (02) représentants du Ministère chargé des forêts dont le Vice-Président ; deux (02) représentants du Ministère chargé de la recherche scientifique dont le premier rapporteur ; deux (02) représentants du Ministère chargé des finances dont le second rapporteur ; deux (02) représentants des organisations de producteurs semenciers; deux (02) représentants des organisations d'utilisateurs de semences végétales ; deux (02) représentants des commerçants/distributeurs de semences végétales. Cependant la non fonctionnalité du fonds rend difficile l'application de certaines dispositions de la loi relative aux redevances à payer par les acteurs, au financement des activités du CNS et de celles des services en charge du contrôle de la qualité des semences. La question du financement (accessibilité, durabilité) reste une préoccupation majeure qui freine le développement des activités à différents maillons de l'activité semencière.

2.3. Cadre juridique du secteur semencier au Burkina Faso

Dans son article 14, la constitution de juin 1991 in PSPSA (2018-2027) stipule que « les richesses et les ressources naturelles appartiennent au peuple. Elles sont utilisées pour l'amélioration de leurs conditions de vie ». Outre que la constitution, il existe différents

dispositifs réglementaires qui gouvernent et encadrent le secteur semencier. Il s'agit des règlements communautaires supranationaux et les règlements nationaux.

2.3.1. La loi N° 010-2006/ AN du 31 mars 2006

Au plan national, la Loi N° 010-2006/ AN du 31 mars 2006 portant sur la réglementation des semences végétales est la loi caractérisant le secteur semencier au Burkina Faso. Promulguée par Décret N° 2006-225/PRES du 19 Mai 2006, cette loi a été publiée au journal du Faso le 15 juin 2006. Elle régit sur le plan national l'ensemble des activités relatives aux semences végétales. Cette loi vise à créer des conditions pour promouvoir la qualité, accroître la production, développer des stratégies de distribution et de commercialisation et de l'utilisation des semences afin de contribuer à la réalisation de l'objectif national d'intensification, de modernisation de l'agriculture, d'accroissement de la production agricole et forestière ainsi que de la sécurité alimentaire. Elle s'applique à toutes les semences agricoles et forestières issues de variétés améliorées. Mais elle ne s'applique pas aux semences traditionnelles et les grains dont l'usage est libre sous réserve des lois et règlements au Burkina Faso.

2.3.2. Loi N° 005-2006/AN du 17 mars 2006

La loi N° 005-2006/AN du 17 mars 2006 portant régime de sécurité en matière de biotechnologie au Burkina Faso. Elle fixe le cadre juridique en matière de sécurité dans le domaine des biotechnologies. Elle parachève le cadre juridique et institutionnel mise en place en matière de biotechnologies avec : l'adoption en 2004 des règles nationales en matière de biosécurité, la création en 2005 de l'Agence Nationale de Biosécurité (ANB) et l'adoption en 2005 de la loi sur les semences. La loi reprend les mesures de prévention des risques biotechnologiques définis par le Protocole de Cartagena.

Elle vise entre autres, à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique (article 1er). Toute action mettant en œuvre des organismes génétiquement modifiés doit s'inscrire dans les priorités nationales en matière de développement durable (article 2).

2.4. Les acteurs du système semencier au Burkina Faso

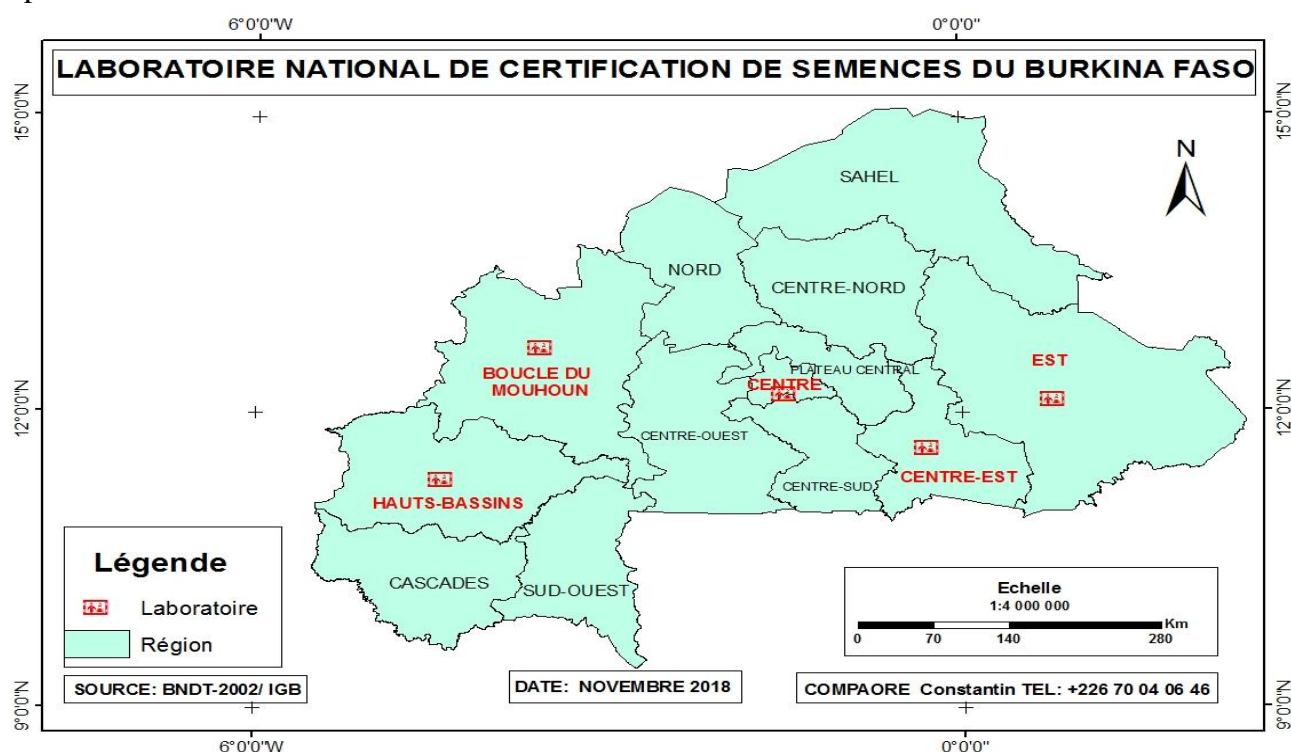
Les acteurs intervenant dans le secteur semencier se regroupent en quatre grands groupes: les acteurs du secteur public, les acteurs du secteur privé, les acteurs du secteur semi privé et les utilisateurs de semences.

2.4.1. Les acteurs du secteur public ou étatiques

a. Le Service National des Semences (SNS)

Le Service National des Semences est le pivot du secteur semencier officiel. C'est l'organisme chargé du contrôle qualité, d'inspection et de la certification des semences des variétés améliorées. Il a été Créé en 1974 grâce à l'appui financier de United State Agency for International Development (USAID) à travers son projet intitulé Production et Multiplication de Semences de Base. Ce projet a contribué à la formation des cadres et d'agents techniques dans le domaine des semences et renforcement des capacités des services intervenants dans ce secteur notamment en matière de contrôle qualité, d'inspection et de certification. Il est régi par les articles 29 et 30 de la loi n°010/2006, le contrôle et la certification des semences de base et certifiées sont effectués au champ et au laboratoire par des agents assermentés du ministère en charge de l'agriculture. Les principales activités sont : (i) la supervision et l'inspection des parcelles de multiplication de semences, (ii) l'échantillonnage, l'analyse et la certification des semences des variétés améliorées, (iii) la formation, l'encadrement et le renforcement des capacités des multiplicateurs semenciers. Le SNS compte un laboratoire central localisé à Ouagadougou et quatre autres dans les localités à Bobo-Dioulasso, Dédougou, Tenkodogo et Fada Ngourma. Les différents laboratoires, d'inspection, de contrôle qualité et de certification

des semences des variétés agricoles améliorées sont présentées et localisées dans la carte ci-après



Carte n°1: Localisation des différents laboratoires du SNS sur le territoire national

b. Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA)

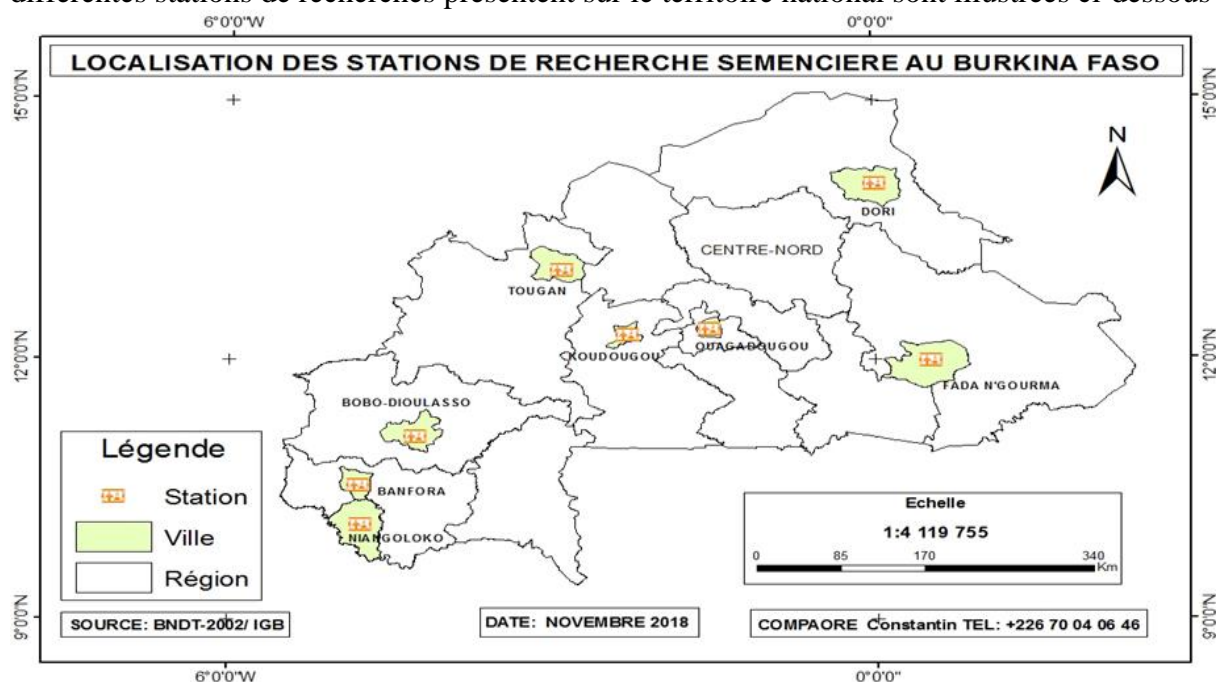
L'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) est une institution spécialisée de recherches agricoles, agronomiques et environnementales du Centre National de Recherches Scientifiques et Technologiques (CNRST) qui dépend du Ministère des Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI). Il est l'un des quatre instituts spécialisés, et officiellement mandatée pour assurer la formation, l'exécution et la coordination des recherches environnementales et agricoles selon les politiques de développement au Burkina Faso.

L'INERA, est chargée de la sélection, la création variétale et de la production des semences de souche, de pré-base et de base. Aussi, il assure la conservation et la sélection variétale au Burkina Faso. Ces activités concernent la création de nouvelles variétés, et le développement de paquets techniques accompagnant l'utilisation des semences. Elle met à la disposition des services demandeurs des semences de pré-base et/ou des semences de base de la variété créée homologuée (inscrite au catalogue officiel et national). L'INERA forme les producteurs semenciers à la maîtrise de la production semencière. En effet, le Centre de Recherches Environnementales, Agricoles et de Formation (CREAF) de Kamboinsé est le siège des départements scientifiques et des laboratoires et services d'appui centraux. En plus du CREAM, l'INERA compte cinq (5) Directions Régionales de Recherches Environnementales et Agricoles (DRREA) :

- La DRREA du Centre, siège Saria (Koudougou) ;
- La DRREA de l'Est, siège Kouaré (Fada-Ngourma) ;
- La DRREA du Nord-Ouest, siège Di (Tougan) ;

- La DRREA de l'Ouest, siège Farako-Bâ (Bobo-Dioulasso) comprend deux stations secondaires, Niangoloko et Banfora, huit antennes, Balla, Dindéresso, Vallée du Kou, Sindou, Djiguèra, Houndé, Dano ;
- la DRREA du Sahel (Nord), siège Katchari (Dori).

Le fonctionnement de l'INERA repose sur la Direction centrale dont le siège se trouve à Ouagagougou à Gounghin. L'INERA compte au total quatre départements scientifiques regroupant 18 programmes et un Centre National de Spécialisation en Fruits et Légumes (CNS-FL). Constituant l'ensemble des programmes de recherche et d'activités de l'INERA. Les différentes stations de recherches présentent sur le territoire national sont illustrées ci-dessous



Carte n°2: Carte de localisation des stations de recherche agricole sur le territoire national

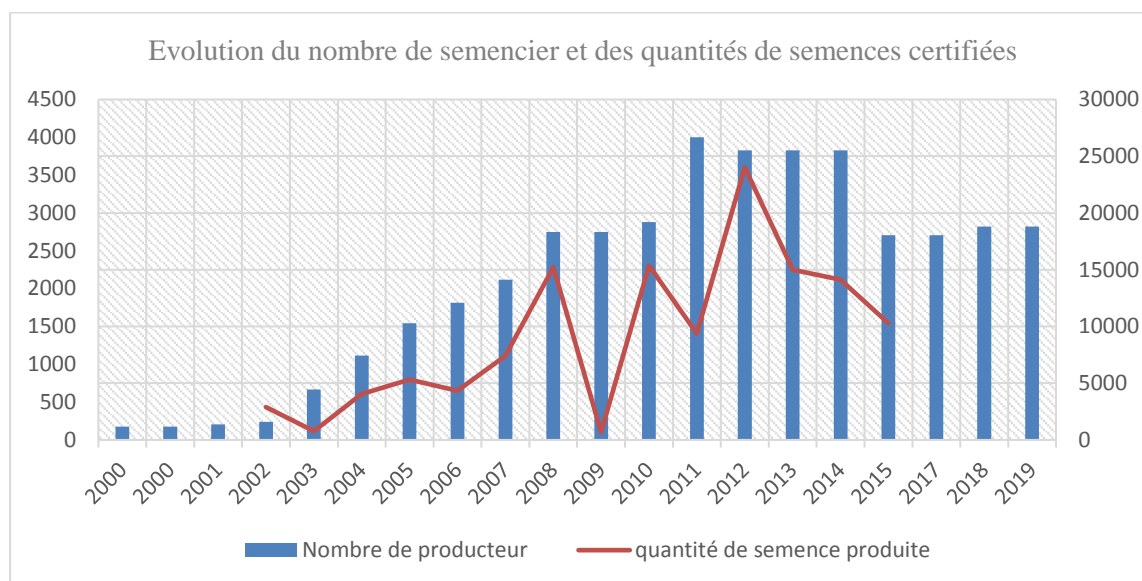
2.4.2. Les acteurs du privé

Des acteurs du secteur privé interviennent dans le secteur semencier notamment sur les filières Sorgho et Niébé. Constitués d'individus, des groupes d'individus, des entreprises semencières, des organisations professionnelles, des négociants et des producteurs œuvrant dans la production, la distribution, la diffusion et l'adoption semencière.

a. L'Union Nationale des Producteurs de Semences du Burkina (UNPS-BF)

L'Union Nationale des Producteurs de Semences du Burkina (UNPS-BF) est née de la volonté des acteurs du maillon production de faire de la filière semencière, un des principaux leviers de croissance de la productivité et de la production agricole du pays. L'UNPS-BF a été créée le 20 Novembre 2004 et est régie par la loi n°014/99/AN du 15 avril 1999 portant réglementation des sociétés coopératives et des groupements au Burkina Faso. Elle a été reconnue par l'arrêté n°2004-000190/MATD/PKAD/H du 23 Décembre 2004. L'UNPS-BF s'investit dans la production de spéculations telles le riz, le maïs, le sorgho, le mil, le niébé, le sésame, le soja, les semences maraîchères et les boutures (manioc, patate douce, pomme de terre, etc.). Depuis le début des subventions en 2008, l'UNPS-BF est la principale organisation qui fournit les semences à l'Etat avec des quantités variant entre 6.000 et 10.000 tonnes de semences. Entre 2012 et 2016, les ventes de l'UNPS-BF ont atteint plus de 61 milliards de FCFA. L'UNPS-BF exportent ses semences dans les pays de la sous-région : Sierra Leone, Libéria, Côte d'Ivoire, Mali, Togo, Benin, Sénégal, Gambie et même au-delà au Tchad. Les exportations des semences

de 2015 à 2017 sont estimées à 7.235,2 tonnes. L'évolution du nombre des producteurs et les quantités des semences certifiées est présenté par le graphique ci-après.



Evolution du nbre des semenciers et des quantités de semences produite de 2000 en 2019.

Le nombre des producteurs semenciers sont passés de 175 producteurs semencier de 2000 et atteindre son pic en 2011 avec 4000 producteurs et 2819 producteurs en 2019. Dans la province du sanmatenga le nombre des multiplicateurs semenciers ont évolué au fil des années passant de 25 producteurs en 2007 à 90 producteurs en 2014 et 170 producteurs en 2019. La hausse du nombre des producteurs s'explique par l'intervention des acteurs tels que les ONG, la mise en œuvre des projets et de structures d'accompagnement et de promotion des semences des variétés améliorées dans la province de Sanmatenga.

Les cultures concernées étaient essentiellement le maïs, le riz et dans une moindre mesure le niébé, le sésame et le soja. L'UNPS-BF comptait en 2019 environ 2.819 membres dont 329 femmes Selon UNPS-B (2018). Les producteurs affiliés à l'Union Nationale des Producteurs Semenciers du Burkina (UNPS-B), ou pas, font la production de semences de qualité et certifiées selon les normes en vigueur en appliquant rigoureusement les itinéraires techniques des semences fournis par l'INERA.

L'UNPS-B s'organise selon une structure pyramidale calquée sur un modèle administratif (niveaux national, régional et provincial). L'UNPS-BF est structurée à la base par les producteurs semenciers qui s'unissent autour des groupements villageois, organisations paysannes : Au niveau communal, les organisations paysannes, les groupements se réunissent en unions départementales ou communales de producteurs semenciers, au niveau provincial par les Unions Provinciales de producteurs semencier qui regroupe les unions communales.

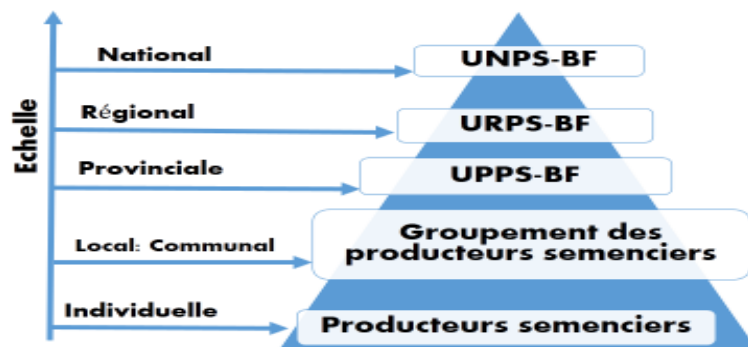


Figure 10 : Structuration de l'UNPS-BF - *Source : des données des entretiens 2018*
Le nombre des producteurs par région est illustré par le graphique ci-dessous.

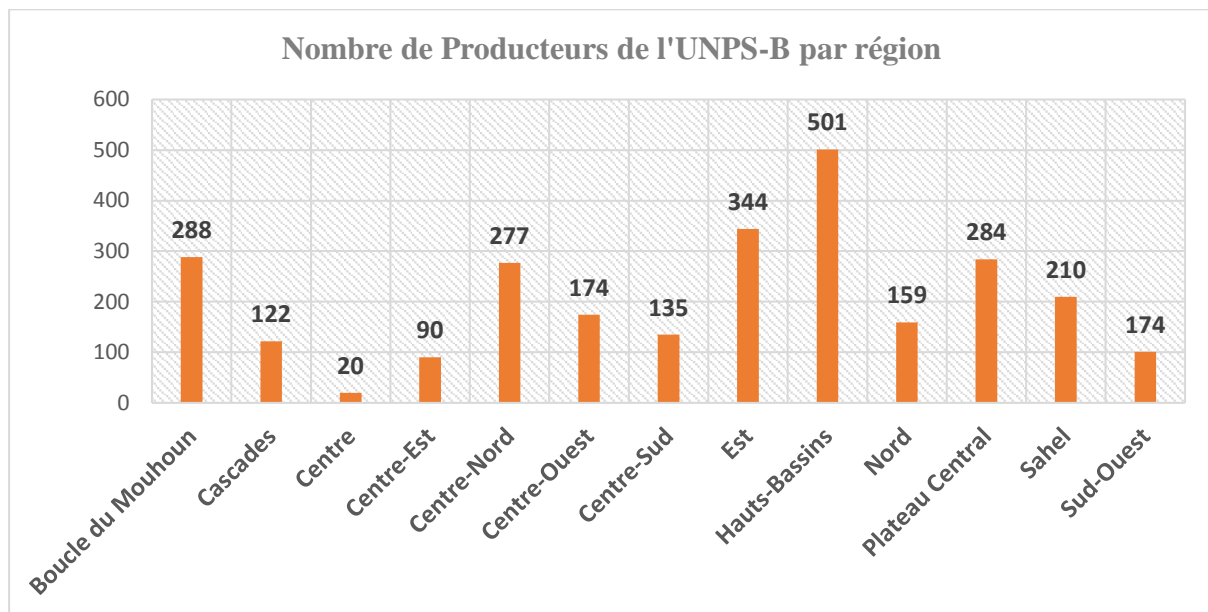


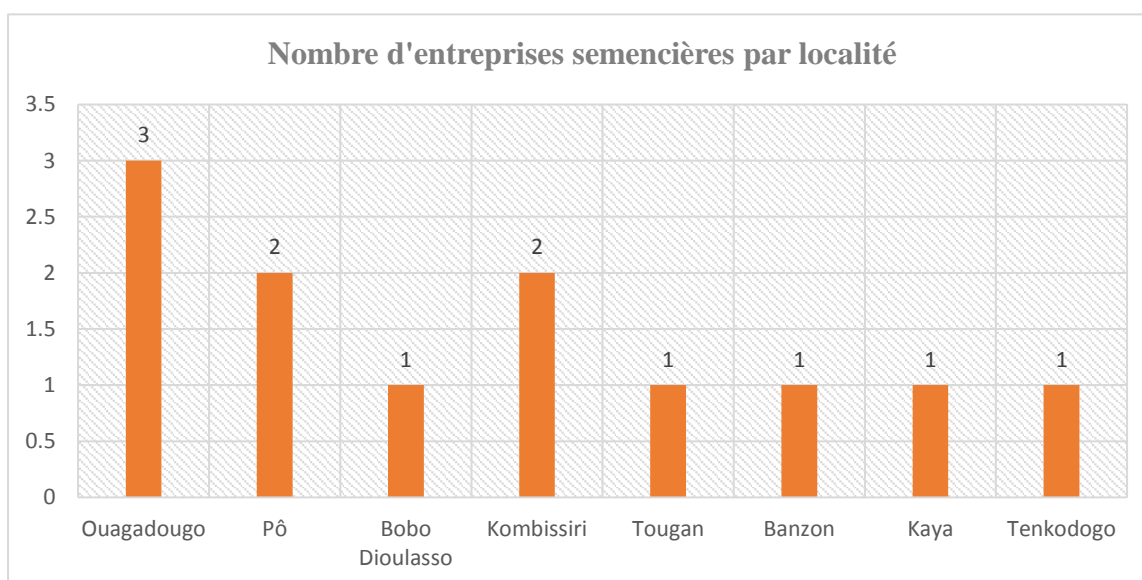
Fig 11 : Nb semenciers de l'UNPS-BF/région 2019 - *Source : données de l'UNPSBF*
b. L'Association Nationale des Entreprises Semencières du Burkina Faso (ANES-BF)

L'ANES-BF est une organisation d'entrepreneurs semenciers créée en 2013 et officialisée en 2014. Elle renforce le secteur privé d'approvisionnement en semences certifiées de qualité. Elle fournit des semences à l'Etat dans le cadre du programme de subventions, et aux partenaires de développement. L'association compte une douzaine d'entreprises semencières, parmi lesquelles FAGRI, AGRO-Sahel, AGRO-Production, NAFASO, GMPS et Agro-Sans-Frontière. Le nombre des entreprises semencières par localité est illustré ci-dessous.

Figure 12 : Nombre d'entreprises semencières au Burkina Faso 2019

Source : Auteur à travers les données d l'ANESBF 2019

Les entreprises commencent à mieux se structurer avec une vision orientée vers l'exportation des semences améliorées dans la sous-région et au-delà. On note que plusieurs entreprises



semencières ont bénéficié d'un appui financier de projets et ONG dont l'Alliance pour la Révolution Verte en Afrique (AGRA), contribuant ainsi à leur développement.

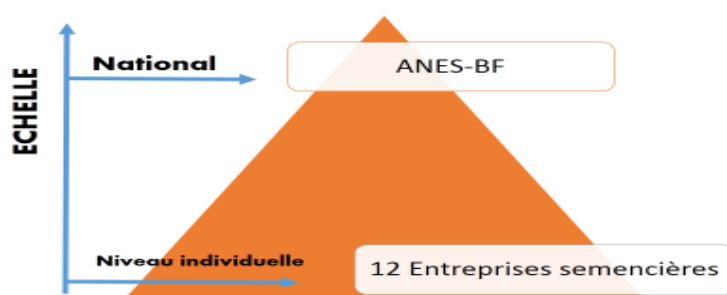


Figure 13 : Structuration de l'ANES-BF - Source : données des entretiens 2018

L'ANES-BF est structurée de façon pyramidale dont la base est constituée des entreprises ou entrepreneur semencier. C'est l'ensemble de de ces entreprises qui forment cette association dénommée (ANES-BF). Elle a pour défi de relever la promotion et le développement du secteur semencier privé professionnel formel, capable d'approvisionner les producteurs agricoles du Burkina Faso et de la sous-région en semence de variétés améliorées de qualité..

c. Les distributeurs d'intrants agricoles

Au Burkina Faso les distributeurs d'intrants sont principalement composés de commerçants et de distributeurs d'intrants agricoles (engrais chimiques, pesticides, semences de variétés améliorées produites localement ou importées). Parmi ces distributeurs, émergent des groupes tels que: l'Association des Grossistes et Détaillants des Intrants Agricoles (AGRODIA), la Coopérative de Commercialisation des Intrants et du Matériel Agricole (COCIMA), de même que les commerçants et distributeurs d'intrants communément appelés boutiques d'intrants. Les entreprises semencières comme la société Neema Agricole du Faso (NAFASO).

Le secteur privé est fortement impliqué dans la distribution/commercialisation des intrants agricoles dont les semences améliorées. Leur importance est prépondérante essentiellement pour ce qui concerne les semences maraîchères et secondairement pour les semences céréalières de variétés homologuées au Burkina Faso. Ces boutiques sont souvent affiliées à des filiales des multinationales spécialisées dans l'importation et la distribution des semences. Il s'agit des boutiques d'intrants tels que : CIPAM, LDC, NAKOSEM, BOUTAPA, EKF, AMEFERT, CHEMEFERT, TROPIC AGRO CHEM, KING AGRO. Les 3 premières sociétés de distributions d'intrants participent aux différents appels d'offres lancés sur le territoire national. Les boutiques d'intrants sont cependant peu présentes dans certaines régions.

Dans la région plus spécifiquement étudiée, les distributeurs privés ou boutiques d'intrants sont : AGRISAHÉL, ONAFISEM, KONI AGRI, SANEMATENGA INTRANT, ZABRE, OUEDRAOGO RASMANE. Aussi, les opérateurs locaux participent à la distribution et à la commercialisation des semences. Ce sont des opérateurs dont la plupart se sont regroupés en associations dont les plus importantes sont l'Association des Grossistes et Détaillants d'Intrants Agricoles (AGRODIA) pour les variétés tels que le Sorgho, Niébé et la Coopérative de Commercialisation d'Intrants et de Matériel Agricoles (COCIMA) spécialisé dans la distribution des intrants tels que les engrais, les pesticides. L'association (AGRODIA) compte de nos jours plus de 1.500 membres répartis sur l'ensemble du territoire selon le représentant d'AGRODIA et bénéficie de l'accompagnement technique et financier des partenaires comme AGRA, IFDC, FAO, USAID et rREGIS-AG projet de l'USAID.

2.4.3. Les acteurs semi-privés

Les acteurs du secteur semi-privé regroupent les prestataires de services, les agences et coopérations bilatérales, multilatérale, les organismes internationaux, les Organismes Non Gouvernementaux (ONG), les associations. Tous participent également à l'animation du développement et la dynamique du secteur semencier au Burkina Faso. Ils participent à la diffusion, à la vulgarisation et à l'adoption des semences de variétés améliorées en milieu rural grâce à des fonds pour financer et accompagner le secteur semencier.

2.4.4. Récapitulatif sur l'organisation institutionnelle du système semencier

La promotion de semences des variétés améliorées comme facteur d'intensification agricole est complexe et requiert plusieurs acteurs avec des rôles multiples. Le tableau suivant présente la situation des acteurs et leur rôle dans le système semencier au Burkina Faso.

Chapitre 3. Impacts sur quelques filières

Les interventions, les activités et les actions des acteurs autour du système semencier contribuent aux fonctionnements, aux dynamismes du système semencier aux niveaux national et local au Burkina Faso. L'ensemble des interventions et actions du système semencier génèrent des orientations et des stratégies pour certaines filières comme le Sorgho (céréalière), le Niébé (oléagineuse) et le Gombo (maraichère).

3.1.Impacts institutionnels et structurels sur les filières Sorgho, Niébé et Gombo

L'analyse des données d'enquête montrent que le nombre d'entreprises semencières a été doublé entre 2010 en 2018. Le nombre des entreprises semencières est passé de six (06) en 2010 à douze (12) en 2018. Par localité, les effectifs des entreprises semencières se répartissent comme suit : la province de Kadiogo qui enregistre plus d'entreprises semencières a au total 03 entreprises semencières sur; ensuite les provinces de Bazèga et Nahouri ont 02 entreprises semencières chacune. Les autres entreprises semencières se répartissent sur les localités comme la province de Houet, Sourou, Banzon, Sanmatenga et Tenkodogo en raison d'une entreprise semencière dans chaque province.

Tous les producteurs semenciers enquêtés sont tous membre d'un groupement, d'une organisation ou une union de producteurs semenciers. Et ces groupements et organisations sont tous affiliés à l'UNPS-BF. Les données collectées dans la région du centre-nord dénombrent au total 277 producteurs semenciers affiliés à 29 groupements et organisation des producteurs semenciers dans la région du Centre-Nord.

Tableau n°3: Nombre de groupements de producteurs du Centre-Nord par province

Province	Nombre de groupements	Pourcentage
Bam	12	41%
Namentenga	2	07%
Sanmatenga	15	52%
Totaux	29	100%

Source : Auteurs à travers les données de l'UNPS-B 2018

Les avantages du regroupement des producteurs semenciers sont l'achat d'intrants et la vente groupées de produits, l'accès aux magasins et aux formations (techniques de production et de conservation de semences). A cela s'ajoutent l'inspection et le contrôle au champ, la certification des semences de toutes les productions du groupement mises ensemble dans les magasins de stockage.

3.2.Impacts opérationnels et règlementaires sur les filières Sorgho, Niébé et Gombo

Dans un contexte de pression foncière et de pauvreté, le cadre réglementaire et juridique actuel est considéré comme sources de blocages pour l'augmentation du nombre des producteurs, de quantités des semences produites et surtout la diminution de la qualité des semences produites. Les données des enquêtes traduisent cette non-conformité des règlements en vigueur avec les réalités du pays.

En effet, cette loi n'est pas adaptée aux conditions de production et de multiplication de semence au Burkina Faso selon certains acteurs. Aussi, dans la région du Centre-Nord, les

producteurs de Niébé, de Sorgho enquêtés, estiment que la loi est la principale contrainte et blocage dans la mesure qu'elle fixe à 03 hectares comme superficie minimale pour produire et multiplier des semences de Sorgho et de Niébé. Ainsi les 27 personnes enquêtées dont les 96,43% des producteurs de Sorgho et de Niébé trouvent que la loi est un blocage à l'évolution du système semencier. Tous les producteurs semenciers enquêtés dans la région du Centre-Nord confirment que la loi contribue à la réduction des nombres des producteurs, la diminution des quantités de production, la qualité des semences et la réduction de la diversité cultivée. . Certains producteurs en trouvent les moyens de produire de façon groupée. C'est-à-dire en association de leurs parcelles ou la mise en commun des parcelles de façon continue.

Un seul producteur semencier sur les 28 enquêtés pense que la loi est un atout car elle rend le secteur semencier plus visible et concurrentiel sur le marché, sur le plan international et sous régional. Malgré cette importance révélée, la filière connaît depuis quelques années, un recul en termes de quantités produites et exportées.

3.1.3. Les actions stratégiques et leurs impacts sur les filières étudiées

➤ Sur la filière Sorgho

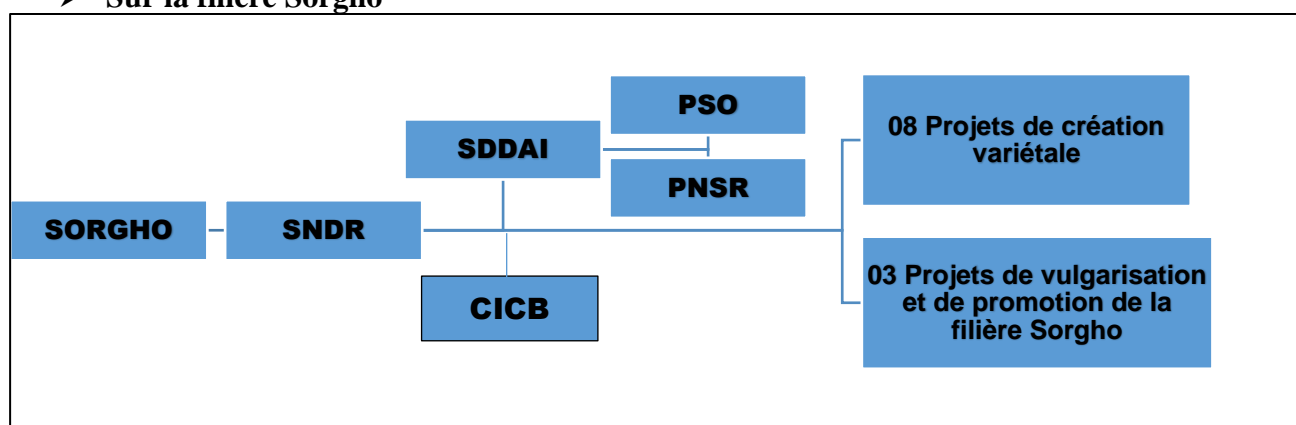


Figure 15 : Politiques, plans et stratégies sur Sorgho - Source : Données 2018

➤ Sur la filière Niébé

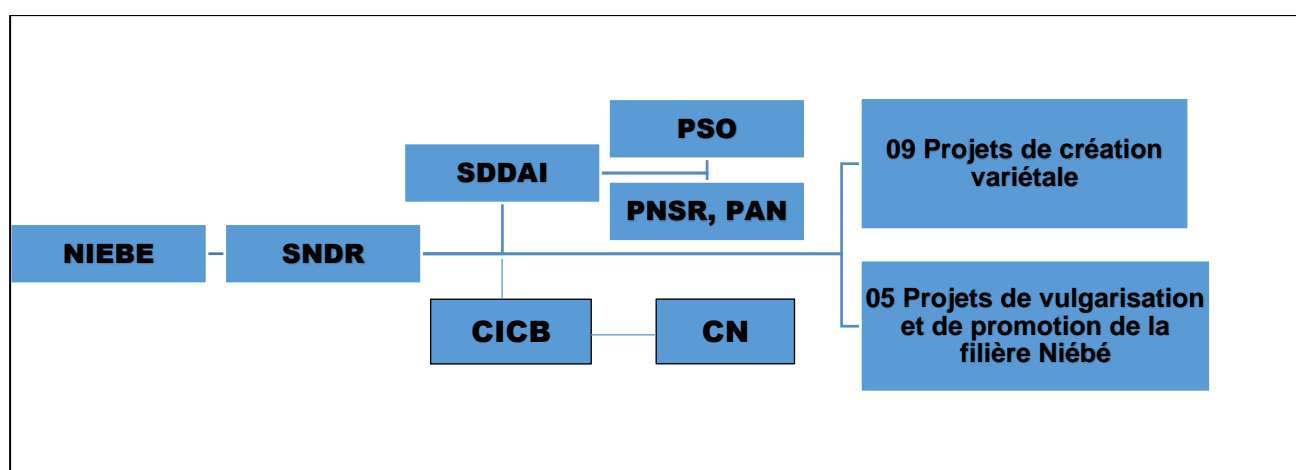


Figure 16 : Politiques, plans et stratégies élaborées sur la filière Niébé

Source : Données terrain 2018

➤ Sur la filière Gombo

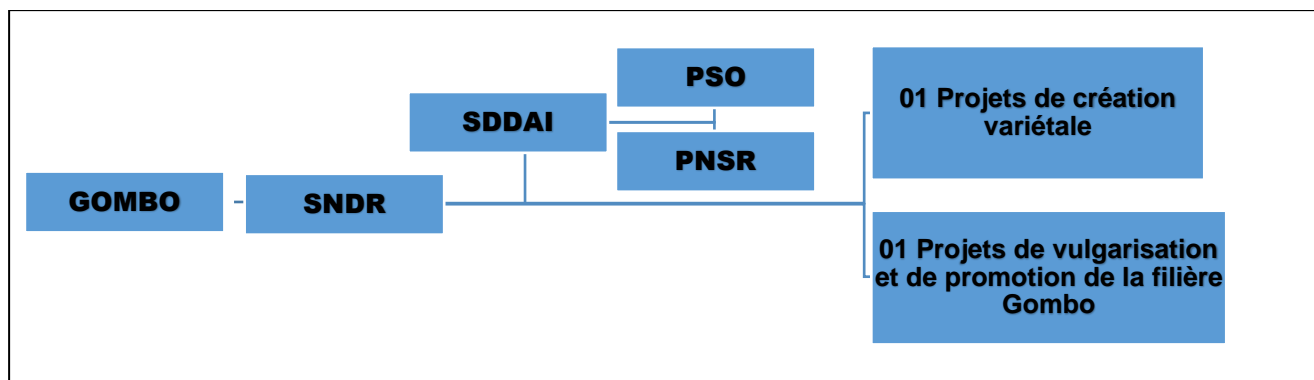


Figure 17 : Politiques, plans et stratégies élaborées sur Gombo

Source : Données terrain 2018

3.3.Impacts socio-économiques du secteur semencier

a. Action de la recherche : Impacts sur la création variétale des filières étudiées

Sur le plan organisationnel et structurel, les filières Sorgho, Niébé et Gombo connaissent une évolution dynamique. De ce fait, dans la section recherche, plusieurs actions et stratégies ont été acquises. Ainsi, l'intervention des acteurs et leurs actions, notamment les PTF, les bailleurs à travers les projets de création variétale qui a contribué à la mise en place et l'élaboration du catalogue national en 2014. Le graphique ci-dessous fait cas des variétés de sorgho, de niébé et de gombo homologuées et inscrites dans le catalogue national.

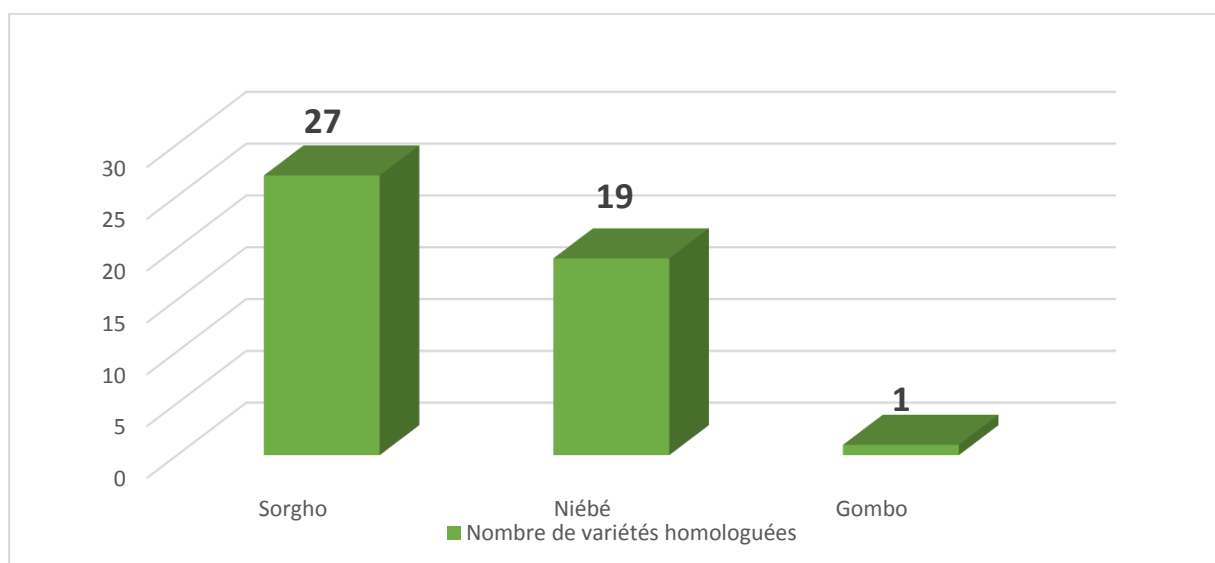


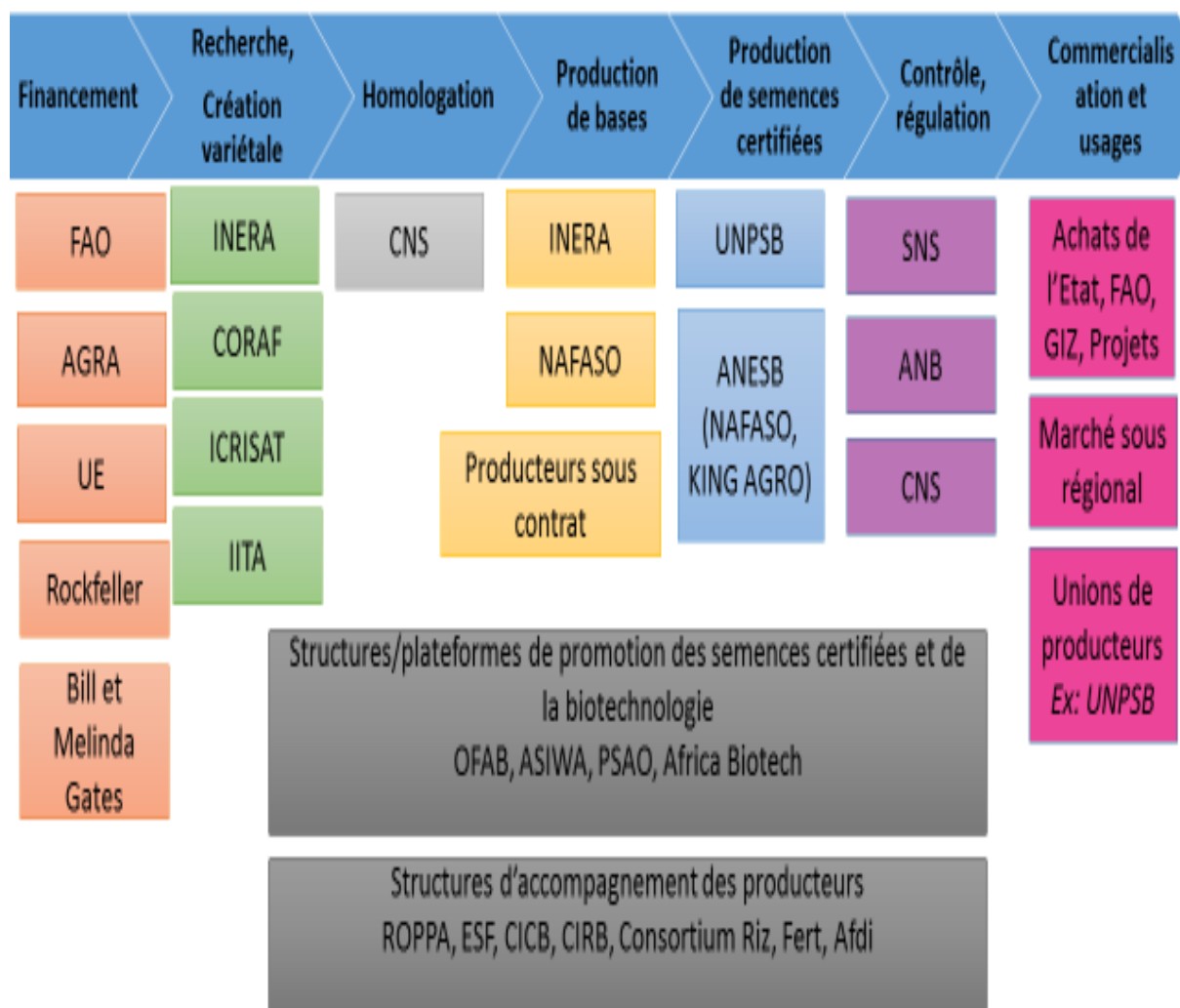
Figure 18 : Nombre de variétés homologuées par filières étudiées

Source : données du catalogue national des semences 2014

Sur les filières étudiées sorgho, niébé et gombo la filière Sorgho enregistre 27 variétés homologuées, et 19 variétés homologuées pour le Niébé et 01 variété pour le Gombo. Malgré que le Gombo est constitué et est renfermé d'une importance socio-économique en termes de revenu et de nutriments, il bénéficie d'une attention plus ou moins suivie de l'Etat, des PTF des bailleurs et même les projets et programmes. En effet, il faut noter aussi que la filière Gombo est en carence, absence et manque total de sélectionneur sur le plan national. A cet effet, les producteurs/trices constitués principalement de femmes utilisent les variétés locales ou

paysannes, certains producteurs reconnus comme producteurs maraichers qui se développent au tour des points d'eau utilisent les semences importées.

Le gouvernement du Burkina Faso à travers l'INERA bénéficie continuellement de l'accompagnement, de l'appui technico-financier et matériel à travers les instituts internationaux et régionaux de recherche. Ce sont entre autre l'ICRISAT et l'IRAT pour la filière sorgho ; l'IITA et SAFGRAD pour la filière Niébé. Aussi, elle bénéficie aussi de l'accompagnement des institutions financières comme Bill et Melinda Gatt, Union Européenne, Banque Mondiale, FAO, CIRAD, AGRA, UEMOA et CEDEAO pour la création variétale. La filière Gombo n'a pas bénéficié de l'accompagnement d'un institut de recherche international



Source: Compaoré G Constantin et Al., (provisoire), 2018

Figure 19 : Les acteurs de gouvernance du secteur semencier au Burkina Faso

En termes d'intervention, l'analyse du graphique permet de voir que le riz est la seule filière qui a plus d'acteurs. La filière riz à elle seule enregistre 04 instituts de recherche qui sont entre autre : Africa Rice, CIRAD, ADARO et CERCI. Contrairement aux autres filières comme le Sorgho qui bénéficie l'accompagnement de ICRISAT, SAFGRAD et du CIRAD.

Les quantités des semences certifiées sur le territoire national sont illustrées ci-dessous.

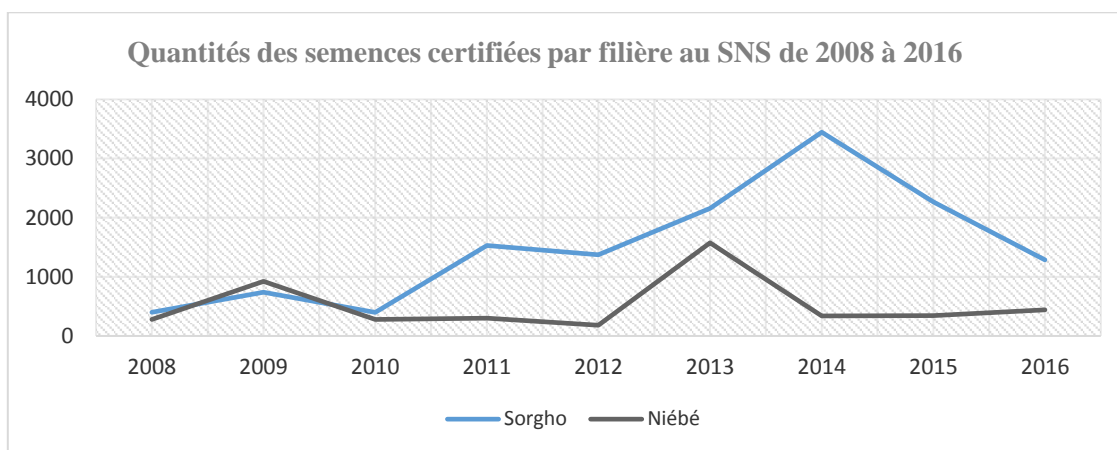


Figure 20 : évolution des quantités de semences certifiées par filière étudiée

Source : Auteur à travers les données du SNS 2018

Le graphique montre que les quantités des semences certifiées évoluent au fil des années. La filière Sorgho évolue et passe de 400,4 tonnes en 2008 pour atteindre un pic en 2014 avec une quantité de 3.444,38 tonnes. Cette production a connu une baisse en 2016 avec une certification de 1.287,08 tonnes. Pour le Niébé les quantités certifiées ont connu une évolution moins que celle du Sorgho. En effet, elle passe de 280 tonnes en 2008 à 1.574,88 tonnes en 2013. Mais les quantités sont en baisse dont 341,316 tonnes en 2014 et 440,915 tonnes. Cette évolution en termes de quantités certifiées traduit le fait que les multiplicateurs grâce aux différents acteurs des partenaires en termes de formation et l'utilisation des itinéraires techniques de production ont contribué à la hausse des quantités certifiées.

Cependant, la production et la distribution des semences rencontrent d'énormes difficultés selon les multiplicateurs. D'abord, l'intervention de l'Etat comme principale acheteur de ses semences présente des inconvénients et des contraintes. Il s'agit des méventes dues à l'incapacité de l'Etat d'acheter toute la production certifiée. A cela s'ajoute le problème crucial dû au retard de paiement. En fin l'absence d'utilisateurs des semences de variétés améliorées par des producteurs de consommation.

Au niveau national, le budget de l'Etat alloué aux semences ne décroît pas et ne diminution pas au même titre que les revenus des multiplicateurs. L'émergence des acteurs, des PTF, des bailleurs de fond ont contribué à la diversification des variétés. Ces acteurs contribuent à travers la subvention et des dons et autres formes de facilitation à permettre aux producteurs d'avoir accès aux semences de variétés améliorées. Les producteurs semenciers constituent leur principale source d'approvisionnement. Le budget de l'Etat destiné à l'achat des semences au Burkina Faso est estimé par le graphique ci-dessous

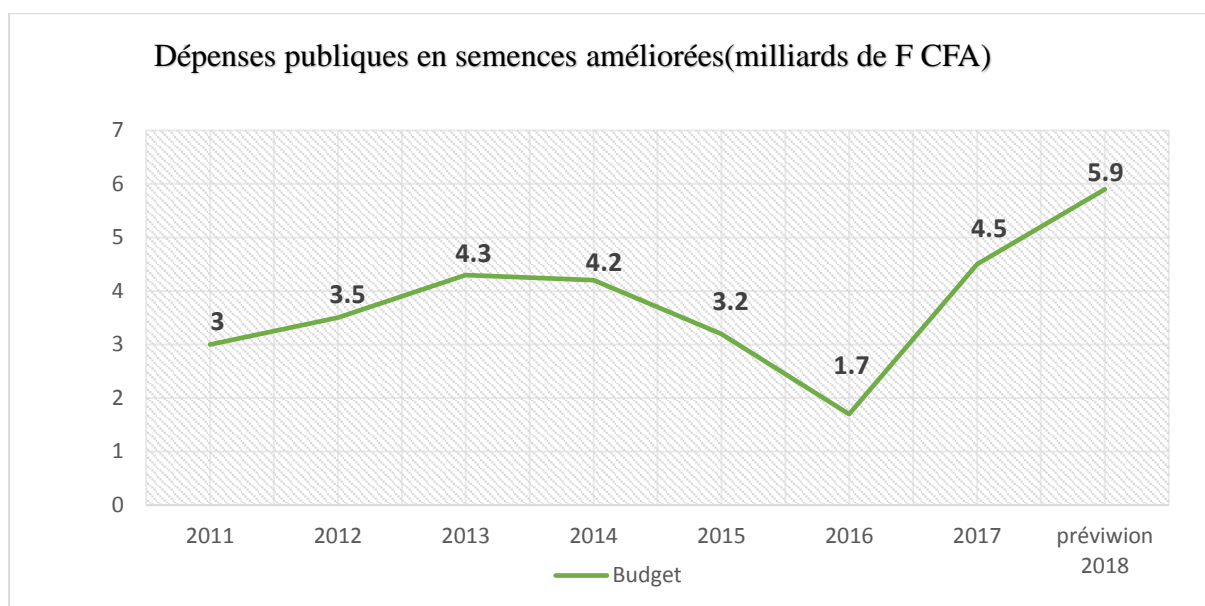


Figure 21 : Evolution du budget alloué à l'achat des semences de 2011 à 2018

Source : données du Ministère de l'Economie et de Finance 2018

L'analyse sur l'évolution des dépenses publiques allouées à l'achat des semences entre 2011-2018, montre une tendance relativement croissante, et un intérêt particulier pour la subvention aux intrants qui occupe progressivement la totalité du budget. Cette croissance du budget passe de 3 milliards en 2011 à 4,3 milliards en 2013 et 3,2 milliards en 2015. Cependant, la part du budget est en baisse et atteint son plus faible niveau en 2016 avec 1,7 milliards. En effet, le budget a augmenté de 4,5 milliards à 5,9 milliards respectivement de 2017 et 2018.

3.4. Impacts évolutifs sur les filières étudiées : Sorgho, Niébé et Gombo

a. Impacts en termes d'innovation et technologie variétale des filières étudiées

Les innovations dans le secteur des semences se résument en des nouvelles technologies. Lors des entretiens, il ressort que des nouvelles technologies sont en cours d'exécution et de mise en œuvre sur les filières Sorgho et Niébé en termes de recherche, de la création variétale. Il existe deux projets de création variétale comme le Sorgho hybride financé par AGRA et expérimenté par un producteur dans le village de Zikiémé. A cela s'ajoutent les deux projets clefs qui sont en phase d'expérimentation dans les laboratoires de recherche. Il s'agit des projets de création, et de réalisation des semences OGM communément appelés Bt dans les filières Sorgho et Niébé. C'est ainsi que dans la filière Sorgho on parle du Sorgho Bio fortifié ou Sorgho Bt. Et dans la filière Niébé on parle du Niébé Bt. Cependant, sur le terrain aucun producteur n'a d'idée sur les OGM. En effet, les chercheurs font part de ses expérimentations des cultures des OGM dans les laboratoires et des stations de recherche.

b. Impacts sur la promotion des semences des filières Sorgho et Niébé

Les foires des semences des variétés améliorées. La foire des semences des variétés améliorées est initiée et mise en œuvre par le ministère de la recherche à travers l'INERA et ses différentes stations de recherche. Elle bénéficie de l'appui des décideurs politiques, les PTF, les OP et surtout les associations. Cette foire fut initiée depuis 2009 et se tient chaque année. Elle a été à sa 10^{ème} édition en 2019 (du 06 au 09 juin 2019). Cette journée a un impact car elle

contribue à la visibilité des compétences en matière de recherche agronomique, de promotion, la diffusion, la vulgarisation du potentiel des innovations technologiques en termes de développement variétales au Burkina Faso. Aussi, elle contribue à faciliter la disponibilité et l'accessibilité des semences des variétés améliorées au niveau national.

Les autres actions de promotion des variétés des semences améliorées. La journée des légumineuses qui serait à sa 6^{ème} édition le 11 Février 2019 à Meguet. Cette journée de diffusion et de vulgarisation des espèces de la filière légumineuse a pour objectif de promouvoir les légumineuses la sécurité alimentaire et le bien-être, la chaîne de valeur de la filière oléagineuse, légumineuse et principalement le Niébé.

Journée des semences améliorées. La journée des semences améliorées, initiée et organisée par l'UNPS-BF et de l'ANES-BF en implication des partenaires techniques et financiers du système semencier. Elle s'est tenue du 16 au 18 mai 2029 pour la 1^{ère} édition. Et est considérée comme un cadre de sensibilisation et d'implication de tous les acteurs du système semencier au Burkina Faso.

CONCLUSION

Le présent rapport propose de caractériser la gouvernance du secteur semencier au Burkina Faso. Les principaux résultats mettent en évidence :

- Une multitude d'acteurs de recherche, de multiplication et de distribution gouvernement et contribuent à l'évolution de gouvernance du secteur semencier ;
- Deux institutions jouent un rôle central. Il s'agit d'abord de la recherche (INERA) à travers ses interventions en termes de formation, création variétale et multiplication des semences de bases et pré-bases des variétés améliorées. Il s'agit ensuite du service contrôle qualité (DGPV/SNS) par le contrôle qualité, l'inspection aux champs et la certification des semences des variétés améliorées ;
- En termes d'organisation d'acteurs, les deux principales qui déterminent l'adoption de nouvelles variétés sont d'abord l'Union National des Producteurs Semenciers à travers son partenariat avec différentes structures. Ensuite, suit l'Association Nationale des Entreprises Semencières du Burkina Faso (ANES-BF), la CICIB et la CPF.

BIBLIOGRAPHIE

Bikienga I. M., (2002). *Evaluation des secteurs de l'engrais et des semences au Burkina Faso*, rapport d'étude ATRIP (the African Trade Investment Programme), 31 pages.

CEDEAO, ECOWAS, (2008). *Règlement C/REG.4/05/2008 portant harmonisation des règles régissant le contrôle de qualité, la certification et la commercialisation des semences végétales et plants dans l'espace CEDEAO*, 30 pages.

CORAF/WECARD, (2015). *Plan d'action du Comité Ouest Africain des Semences (COASem) en charge du suivi de l'application du Règlement Semencier Régional Harmonisé CEDEAO-UEMOA-CILSS. CORAF/WECARD, Août 2015 Dakar (Sénégal).* 39 pages.

DGPV, (2015). *DIAGNOSTIC : Etude pour l'élaboration d'une stratégie nationale en matière d'intrants et d'équipements agricoles au Burkina Faso. Volume I, Version finale 111 Pages.*

Djamen. P et Ouattara. S, (2017). *Secteur semencier au Burkina Faso : Recommandations pour une meilleure intégration des producteurs.* 38 pages.

FAO, (2008). *Catalogue Ouest Africain des Espèces et Variétés Végétales (COAEVV)*, 113 pp.

FAO, (2013). *Revue des politiques agricoles et alimentaires au Burkina Faso. Rapport d'étude, suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique (SPAAA).* 234 pages.

FAO, (2018). *Appui à la formulation du deuxième Programme National du Secteur Rural (PNSR 2) du Burkina Faso. Rapport final d'analyse des politiques. SAPAA (Projet de suivi et analyse des politiques agricoles et alimentaires).* Rome, FAO. 57 Pages.

MAAH, DGESS, (2017). *Plan Stratégique pour les Statistiques Agricoles et Rurales du Burkina Faso, 2016-2020 (PSSAR_BF 2016-2020).* 81 Pages

MAHRH, (2010). *Stratégie de développement durable du secteur semencier du Burkina Faso 2011-2020, document final, Ouagadougou* 52 p.

MAHRH, MECV, (2006). *Loi N° 010-2006/AN portant réglementation des semences végétales au Burkina Faso*, 20 p.

MARHASA, (2014). *Stratégie Nationale en matière d'intrants et d'équipements Agricoles au Burkina Faso*

MASA, MEDD, MRSI, (2014). *Catalogue national des espèces et variétés agricoles et végétales du Burkina Faso.* 180 pages

OCDE, (2018) : *Systèmes de l'OCDE pour la certification variétale ou le contrôle des semences destinées au commerce international.* 177 pages.

SDDSS-BF ; (2010) : *Stratégie de Développement Durable du Secteur Semencier*, document final, 56 p.

Les structures intervenantes dans le système semencier au Burkina Fas



RESUME 2

INTRODUCTION.....	3
Chapitre 1. Environnement institutionnel du secteur semencier.....	3
Chapitre 2. Cadre institutionnel et organisationnel du système semencier.....	9
2.2.1. Les structures nationales de contrôle et de réglementation du secteur semencier	12
2.4.1. Les acteurs du secteur public ou étatiques	16
2.4.2. Les acteurs du privé.....	18
2.4.3. Les acteurs semi-privés	22
Chapitre 3. Impacts sur quelques filières.....	23
3.1. Impacts institutionnels et structurels sur les filières Sorgho, Niébé et Gombo.....	23
3.2. Impacts opérationnels et réglementaires sur les filières Sorgho, Niébé et Gombo	23
3.1.3. Les actions stratégiques et leurs impacts sur les filières étudiées.....	24
3.3. Impacts socio-économiques du secteur semencier	25
a. Action de la recherche : Impacts sur la création variétale des filières étudiées.....	25
3.4. Impacts évolutifs sur les filières étudiées : Sorgho, Niébé et Gombo.....	28
a. Impacts en termes d'innovation et technologie variétale des filières étudiées	28
b. Impacts sur la promotion des semences des filières Sorgho et Niébé	28
CONCLUSION 29	
BIBLIOGRAPHIE	30
ANNEXE 1 : le reseau d'ACTEURS DU système SEMENCIER.....	31
LISTE DES ABBREVIATIONS.....	33

LISTE DES ABBREVIATIONS

ANES-BF :	Association nationale des entreprises semencières du Burkina Faso
AGRA :	Agency for Growing African Agriculture
AGRODIA :	Association des Grossistes et Détaillants d’Intrants Agricoles
ASIWA :	Alliance pour une Industrie Semencière en Afrique de l’Ouest
BOAD :	Banque Ouest Africaine de Développement
CEDEAO :	Communauté Économique des États de l’Afrique de l’Ouest
CIC-B :	Comité Interprofessionnel des Céréales du Burkina
CILSS :	Comité Permanent Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CIRAD :	Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CNABio :	Conseil National de l’Agriculture Biologique
CNRST :	Centre National de Recherches Scientifiques et Technologiques
CNS :	Comité National des Semences
CNSF :	Centre National des Semences Forestières
COAfEV :	Catalogue Ouest Africain des Espèces et Variétés Végétales
COASem :	Comité Ouest Africain des Semences Végétales et Plants
COASP :	Comité Ouest-Africain des Semences Paysannes
COPAGEN :	Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique au Burkina.
CORAF :	Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricole
CPF :	Confédération Paysanne du Burkina Faso
CRA :	Chambre Régionale d’Agriculture
CREAF :	Centre de Recherches Environnementales, Agricoles et de Formation
CREVV :	Catalogue Régional des Espèces et Variétés Végétales
CRS :	Comité Régional des Semences
CSHV :	Comité Scientifique d’Homologation des Variétés
CSLP :	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DGPSA :	Direction Générale des Prévisions et des Statistiques Agricoles
DGPV :	Direction Générale des Productions Végétales
DIMA :	Direction des Intrants et de la Mécanisation Agricoles
DIMA :	Direction pour la Mécanisation Agricole
DOS :	Document d’Orientations Stratégiques
DRA :	Direction Régionale d’Agriculture
DRASA :	Direction Régionale de l’Agriculture et de la Sécurité Alimentaire
DRREA :	Directions de Régionales de Recherches Environnementales et Agricoles
ECOWAP :	Politique Agricole Régionale pour la Communauté Économique des États d’Afrique de l’Ouest
FDSS :	Fonds d’appui au Développement du Secteur Semencier
FENOP :	Fédération Nationale des Organisations Paysannes
FEPAB :	Fédération des Professionnels de l’Agriculture du Burkina
FIDA :	Fonds International pour le Développement Agricole
GIZ :	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
ICRISAT :	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics
IFDC :	International Fertilizer Development Center
INADES :	Institut Africain pour le Développement Economique et Social
INERA :	Institut de l’Environnement et de recherche agricoles
INSD :	Institut National des Statistiques et de la Démographie
IRAT :	Institut de Recherche en Agriculture Tropicale
JICA :	Agence japonaise pour la coopération internationale
LPDRD :	Lettre de politique de développement rural décentralisé
MAAH :	Ministère de l’Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MAHRH :	Ministère de l’Agriculture, de l’Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MARHASA :	Ministère de l’Agriculture, Ressources Hydrauliques, Assainissement et Sécurité Alimentaire
MASA :	Ministère de l’Agriculture et de la Sécurité Alimentaire
MESRSI :	Ministère des Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l’Innovation
NEPAD :	Nouveau Partenariat pour le Développement de l’Afrique
OAPI :	Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle
OCADES :	Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité
OP :	Organisation des Producteurs / Paysannes
PAPSA :	Programme d’Amélioration de Productivité et de la Sécurité Alimentaire
PAS :	Programmes d’Ajustement Structurel

PASA :	Programme d'Ajustement du Secteur Agricole
PAU :	Politique Agricole de l'Union
PDDAA :	Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique
PDSA :	Projet Développement des Semences Améliorées
PDSS :	Programme de Développement du Secteur Semencier
PNDES :	Plan National de Développement Economique et Social
PNIA :	Programme National d'Investissements Agricoles
PNSR :	Programme National du Secteur Rural
PPAAO :	Programme de Productivité Agricole pour l'Afrique de l'Ouest
PRIA :	Programme Régional d'Investissements Agricoles
PSAO :	Programme Semencier pour l'Afrique de l'Ouest
PSO :	Plan Stratégique Opérationnel
PSRA :	Plan Stratégique de la Recherche Agricole
PTF :	Partenaires Techniques et Financiers
ROPPA :	Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest
SAFGRAD :	Semi-Arid Food Grains Research and Development
SCADD :	Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
SCHMFB :	Sous-Comité d'Homologation des Matériels Forestiers de Base
SCHVA :	Sous-Comité d'Homologation des Variétés Agricoles
SDDSS :	Stratégie de Développement Durable du Secteur Semencier
SDR :	Stratégie de Développement Rural
SNRA :	Systèmes Nationaux de Recherche Agricole
SNS :	Service National des Semences
SNVACA :	Service National de Vulgarisation et d'Appui Conseils Agricoles
SPONG :	Secrétariat Permanent des ONG
SQD :	Semences de Qualité Déclarée
TIRPAA:	Traité International Ressources Phyto-génétiques Alimentation & Agriculture
UEMOA :	Union Économique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
UNPS-BF:	Union des Producteurs Semenciers du Burkina Faso
USAID :	United States Agency for International Development
WASP:	West Africa Seed Programme